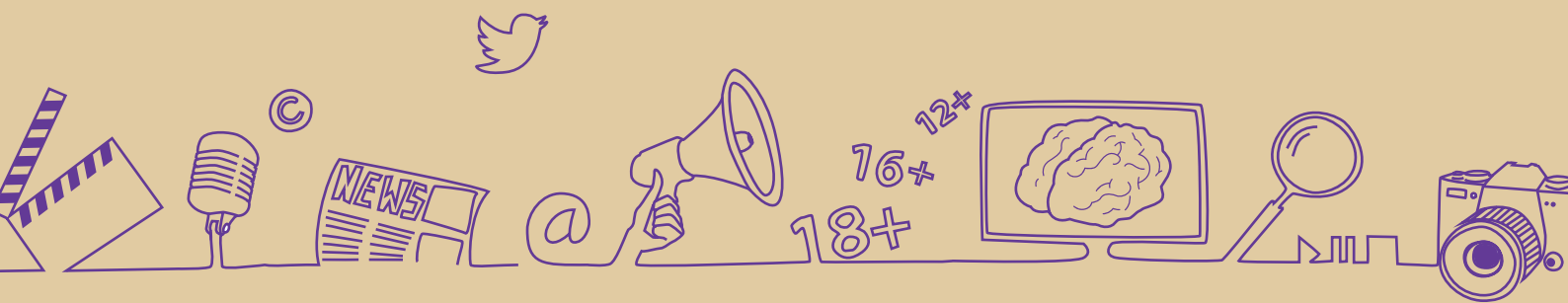


Médias & Actions citoyennes | Philippe Courteille

Fakeland

Un nouvel et obscur continent



Introduction	05
I. Fake-news, fausse info, infox et autres faits alternatifs	06
II. Quatre raisons de leur succès	08
A. Faire du clic, faire du fric	08
B. L'avanie en Macédoine	09
C. Terrain inespéré pour les ennemis de la démocratie	10
D. Info-débat politique ?	11
E. Consommation rapide et tête pressée	12
III. Les dangers des fake-news pour la démocratie	14
A. Un débat public faussé ?	14
B. Les dérives démocratiques de l'infox	17
C. La fake-news, une bombe lacrymogène dans un arsenal de cyberguerre politique	20
D. Les États tentent de se protéger de la désinformation	21
E. USA-Russie, Inter niet !	24
F. Des craintes de désunion européenne	25
IV. Quelles solutions	30
A. Faire filtrer les infox par les GAFAM ?	30
1. Actuellement	30
2. Demain	31
B. Résistances privées et/ou citoyennes	34
1. Le citoyen	34
2. Des groupes de citoyens comme les <i>sleeping giants</i>	35
3. Les <i>fact checkers</i>	35
4. Plate-formes collaboratives et autres outils de vérification	36
Conclusion	36



" Écrivez court et vous serez lus. Écrivez clairement et vous serez compris. Écrivez imagé et vous resterez en mémoire. Et, surtout, exactitude, exactitude, exactitude... " ¹

Joseph Pulitzer, inventeur du journalisme moderne

INTRODUCTION

En 1996, Sergey Brin et Larry Page, 23 et 24 ans, créent un algorithme de classement des sites internet à la logique simple : plus une page reçoit de visites, plus elle est considérée comme pertinente et bien référencée. Google est né. En 2004, Marck Zuckerberg, 20 ans à peine, et ses copains créent un réseau social sympa pour communiquer entre « amis » : Facebook.

Points communs de Sergeï, Larry, Mark et leurs compères : ils sont jeunes, ils sont idéalistes, ils croient en la liberté et aux vertus du Premier amendement ², le Free Speech, qui interdit de limiter la liberté de parole. Le succès de Google et de Facebook est vertigineux. **Début 2019 Facebook comptait 2,7 milliards d'utilisateurs ³ quand, de son côté, Google comptabilisait la même année 80 000 requêtes chaque seconde, soit 6,9 milliards par jour ⁴.**

Mais sans le savoir ces jeunes idéalistes ont créé un nouveau territoire inespéré pour les pirates et les chasseurs de trésor de tous bords, ainsi que pour les charlatans et affabulateurs empêchés de s'exprimer dans leurs contrées. Le succès des discours biaisés, dévoyés, intéressés voire radicaux va amener les citoyens à douter de tout ou de rien, et conduire à des campagnes électorales nauséabondes aux quatre coins de la planète. Un aspect dont peu de citoyens et de politiques avaient pris la mesure.

Parmi les informations partagées sur les réseaux sociaux, parfois de manière quasi frénétique, des fake-news circulent et défient le travail journalistique mais aussi l'économie, la politique, les sciences. Par plaisir, par imprudence, par défi... les raisons de leur succès sont multiples. En tant que journaliste depuis 23 ans, le phénomène nous a quelque peu interpellés. En quête de vérité et d'honnêteté intellectuelle pour leurs articles, les journalistes sont obligés de constater la baisse d'intérêt pour leurs publications et le succès des fausses informations sur les réseaux sociaux. Plus étonnant encore, la presse est accusée de mensonge et de collusion avec les pouvoirs publics et privés. Côté politique, les populistes rivalisent d'imagination pour sortir les photos et vidéos de leur contexte, apporter des solutions simplistes à des problèmes complexes, décrédibiliser les partis traditionnels et les institutions, accuser l'étranger de toutes les infamies... mais surtout occuper le terrain des réseaux sociaux et jouer avec les fake-news. Les scientifiques se retrouvent à devoir convaincre que l'Homme a marché sur

¹ F. LETIST, « Biographie - "L'inventeur du journalisme moderne" Quoi de neuf ? Pulitzer », *Le Soir*, 28 juin 2003, [en ligne :] <https://www.lesoir.be/art/%252Fbiographie-l-inventeur-du-journalisme-moderne-quoi-de-n-t-20030628-ZON9L4.html>, consulté le 17 septembre 2019.

² Premier amendement à la Constitution des États-Unis, 1791 : « **Le Congrès ne pourra faire aucune loi ayant pour objet l'établissement d'une religion ou interdisant son libre exercice, de limiter la liberté de parole** ou de presse, ou le droit des citoyens de s'assembler pacifiquement et d'adresser des pétitions au gouvernement pour qu'il mette fin aux abus ».

³ S. NESBA, « Les 15 ans de Facebook en 15 chiffres », *l'Echo*, février 2019. [en ligne :] <https://www.lecho.be/entreprises/technologie/les-15-ans-de-facebook-en-15-chiffres/10094014.html>, consulté le 11 février 2020.

⁴ T. COEFFÉ, « Chiffres Google : toutes les statistiques à connaître en 2020 », *Blog Du Modérateur/Média*, publié le 21 juillet 2018 à 15h40, mis à jour le 30 décembre 2019, [en ligne :] <https://www.blogdumoderateur.com/chiffres-google>, consulté le 11 février 2020.

la lune voire même que la terre n'est pas plate. Mais internet serait-il, à lui seul, responsable de cet état des choses ? Et les fake-news constitueraient-elles un danger pour notre démocratie ? Ce sont les questions essentielles auxquelles nous avons tenté de répondre dans cette étude.

I. FAKE-NEWS, FAUSSE INFO, INFOX ET AUTRES FAITS ALTERNATIFS

Selon un sondage d'opinion européen Eurobaromètre de février 2018, 83 % des Européens considèrent les fake-news comme une menace pour la démocratie.⁵ Mais le terme fake-news est devenu trop générique. Il peut désigner une rumeur, une propagande, un mensonge (ou contre-vérité – terme plus à la mode dans les débats politiques), une satire... Alors qu'en fait la plupart du temps il ne s'agit même pas de mensonges, mais de vérités utilisées hors contexte.

Il faut donc aussi prendre en compte l'intention du diffuseur ou du partageur. On distingue ainsi une « mésinformation », une fausse info partagée sans connaissance de cause, et une désinformation avec une réelle intention de nuire.

Dans son Rapport final du 12 mars 2018, un groupe d'experts de haut niveau mis en place par la Commission Européenne (le HLEG, chargé de conseiller sur les initiatives politiques visant à lutter contre les fausses informations et la désinformation diffusées en ligne) parle plutôt de désinformation en tant que phénomène allant bien au-delà des termes « fausses informations ». La désinformation incluant ici toutes les formes d'informations fausses, inexactes ou trompeuses, conçues, présentées et promues pour causer intentionnellement un préjudice public ou pour faire du profit. Il ne couvre pas les problèmes découlant de la création et de la diffusion en ligne de contenus illicites (notamment diffamation, discours de haine, incitation à la violence), qui font l'objet de mesures correctives en vertu de la législation européenne ou nationale, ni d'autres formes de distorsion des faits délibérée mais non trompeuse telle satire et parodie.⁶

Pour analyser l'impact politique des fake-news, Arte donnait cette définition : « De fausses nouvelles qui prennent l'apparence de vraies informations et diffusées, par un média par exemple, de façon organisée pour déstabiliser voire renverser un homme, un gouvernement, une élection. »⁷ Nous utiliserons la définition d'Arte dans cette étude pour qualifier les fake-news, les infox comme on le traduit désormais en français⁸.

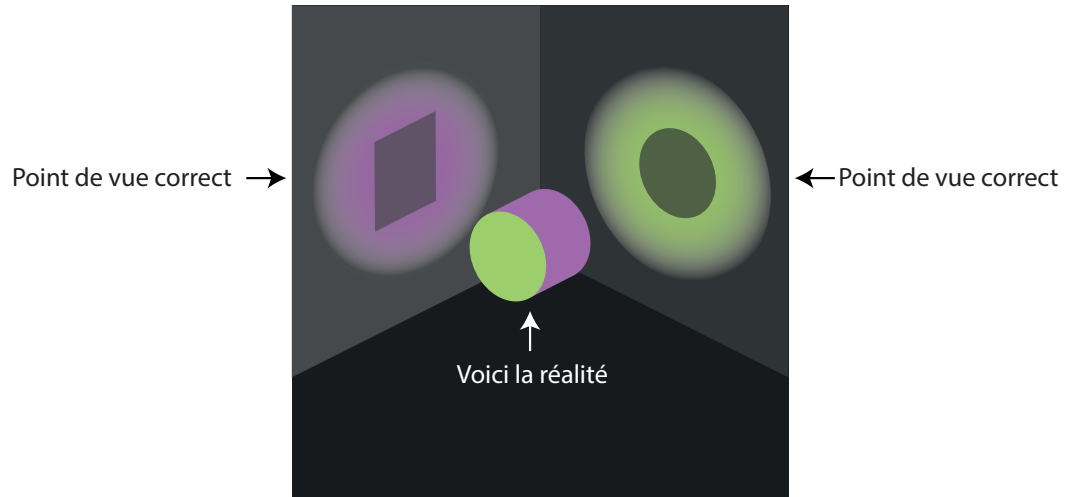
⁵ Direction générale des réseaux de communication, des contenus et des technologies (Commission européenne), « Fake-news et désinformation en ligne », 27 mars 2018, [en ligne :] <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/2d79b85a-4cea-11e8-be1d-01aa75ed71a1/language-en>, consulté le 24 juin 2019, p.4.

⁶ HLEG (présidé par Madeleine De Cock Buning), « Rapport final du groupe d'experts de haut niveau sur les fausses nouvelles et la désinformation en ligne », 12 mars 2018, [en ligne :] <https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/news/final-report-high-level-expert-group-fake-news-and-online-disinformation>, consulté le 4 juillet 2019.

⁷ A.-L. THOMINE, « Bon à savoir », *Arte*, mai 2019, [en ligne :] <https://www.arte.tv/fr/videos/087181-318-A/fake-news-vont-elles-changer-le-cours-des-elections/>, consulté le 4 juillet 2019.

⁸ En 2018, La commission d'enrichissement de la langue française a préféré le terme infox, ou information fallacieuse, à « craque, fallace, infaux, infausse, intox » pour traduire le terme fake-news, *La Rédaction du Monde*, « Fake-news » se dira « infox » en français, 4 octobre 2018, [en ligne :] https://www.lemonde.fr/pixels/article/2018/10/04/la-traduction-officielle-de-fake-news-sera-infox_5364490_4408996.html, consulté le 16 juillet 2019.

Cependant, il n'est pas toujours aisé de démontrer une intention de nuire dans le flot d'infos, ce qui rend par conséquent difficile de distinguer une info d'une mésinformation. Dans un premier temps nous nous contenterons de constater et d'analyser le succès des informations incomplètes et/ou biaisées, que nous appellerons fausses nouvelles ou fausses informations et leur succès déconcertant.



Ne présenter qu'une partie d'un fait n'est pas un mensonge en soi mais ne reflète pas la totalité de la réalité permettant de se faire une juste opinion.

II. QUATRE RAISONS DE LEUR SUCCÈS

A. Faire du clic, faire du fric

Début de l'automne 2016, à la traîne dans les sondages, Donald Trump lance à une foule de Columbus, Ohio, « Je crains que l'élection ne soit truquée, je vous le dis très franchement » et il ajoute qu'on lui présente « de plus en plus de preuves ». ⁹

Cela donne l'idée à Cameron Harris, jeune étudiant de 23 ans en manque d'argent, d'y donner une suite. Il invente une info selon laquelle des dizaines de milliers de faux bulletins Clinton ont été découverts dans un entrepôt de l'Ohio par un électricien. Il y ajoutera même la photo du brave homme à côté d'une urne, photo trouvée sur internet. L'idée s'avère juteuse et Cameron en fait un business. L'un de ses articles sera vu six millions de fois et son site bidon, CTN pour Christian Times Newspaper, vaudra 125 000 dollars au plus haut de son trafic. ¹⁰

Paul Horner, appelé le roi des fake-news ¹¹, qu'il qualifiait plutôt de satires, disait détester Trump. Pourtant en 2016 ses fausses nouvelles ont raconté nombre d'absurdités à propos d'Obama ou d'Hillary Clinton. Son explication était simple, pour lui les antidémocrates étaient ceux qui relayaient le plus d'infos sans les vérifier. ¹² Il produisait donc les infos qui rapportaient et tant pis si des gens étaient assez idiots pour les croire. Pour lui, il n'y avait pas d'intention de nuire dans ses actes.

Ils sont ainsi rapidement nombreux à comprendre la logique des plateformes et à en profiter : plus une info est vue, plus elle intéresse les annonceurs et plus elle rapporte en revenus publicitaires à son créateur (ET aux moteurs de recherches ou réseaux sociaux), quel qu'en soit le contenu, aussi absurde soit-il. Un phénomène interpelle : le faux a plus de succès que le vrai. Et le filon va en inspirer plus d'un et pas seulement aux USA.

⁹ S. SHANE, « From Headline to Photograph, a Fake-news Masterpiece », *New York Times*, le 18 janvier 2017, [en ligne :] <https://www.nytimes.com/2017/01/18/us/fake-news-hillary-clinton-cameron-harris.html>, consulté le 16 juillet 2019.

¹⁰ S. SHANE, *op. cit.*

¹¹ Z. DE BUISSIERE, S. THIEBAUT ET G. COLLOT, « Fake-news : fausses infos et vrais bénéfices », *France 2 - Complément d'enquête*, 23 mars 2017, [en ligne :] https://www.francetvinfo.fr/monde/usa/video-fake-news-fausses-infos-et-vrais-benefices_2107586.html?fbclid=IwAR3JEmkRmNeqH_oI8pxrzmxOj1KaYlMZAfc92y-NL7hl0k-gbgpnn1qufUH4, consulté le 16 juillet 2019.

¹² À sa mort en 2017, beaucoup ont cru à un fake. Il serait mort dans son lit d'une overdose de médicament, de quoi alimenter encore une quelconque théorie du complot. Kulwin N., « Un cocktail de fentanyl a tué le faux journaliste qui prétendait faussement avoir élu Trump », *Vice*, 6 décembre 2017, [en ligne :] https://news.vice.com/en_ca/article/d3xx7v/a-fentanyl-cocktail-killed-fake-news-writer-paul-horner, consulté le 16 juillet 2019.

B. L'avanie en Macédoine

À l'été 2016, Dan Tynan, journaliste américain, racontait dans le *Guardian*¹³ comment une centaine de jeunes de la petite ville macédonienne de Veles, avaient fait un business juteux de la fausse nouvelle. Particulièrement les infos pro Trump, très relayées. Tout ce qui décrédibilisait voire diabolisait Hillary Clinton et l'establishment US rencontrait un grand succès auprès des partisans de Trump. Un article du magazine *Wired* citera par la suite l'exemple de Boris, un de ces jeunes opportunistes, qui aurait ainsi gagné près de 16 000 dollars en moins de quatre mois dans un pays où le salaire mensuel moyen est de 371 dollars.¹⁴

RFI soulève par ailleurs une question intéressante dans un de ses articles¹⁵ à propos d'un de ces jeunes opportunistes : « Goran écrivait-il lui-même ces articles ? Il consent avoir eu recours aux services de « journalistes » macédoniens et étrangers. « La plupart de ces jeunes ne parlaient même pas anglais », sourit Ubavka Janevska, rédactrice en chef du site d'information Duma à Veles. Elle a identifié plusieurs équipes, une centaine de jeunes de 18 à 25 ans. « Nous supposons que les textes étaient fournis par des cabinets de conseil. Les jeunes ne faisaient que les reprendre, changer le titre, et les poster »¹⁶. Des dires qui n'engagent que la journaliste mais qui ont le mérite de poser une question essentielle : peut-on manipuler l'opinion d'une nation, grâce à une propagande massive et ciblée depuis l'étranger ?

Une pluie de fausses nouvelles, pouvant donc venir du monde entier, a ainsi inondé les élections américaines de 2016. La caisse de résonance phénoménale que sont Facebook et les autres réseaux sociaux a fait le reste.

S'il n'est pas toujours simple de mesurer précisément l'impact des fausses nouvelles sur le résultat d'une élection, Nicolas Vanderbiest, directeur des opérations chez Saper Vedere, agence d'analyse des médias sociaux, souligne cependant qu'« il n'y a qu'aux USA où une corrélation a été faite entre les investissements publicitaires faits par les Russes¹⁷ et les fake-news qui auraient eu un impact sur les abstentions. C'est la seule corrélation qui ait été faite à ce jour »¹⁸. Il faut dire que pour arriver à cette conclusion il aura fallu une vaste enquête du Congrès américain, en collaboration avec Facebook, sur l'implication du gouvernement russe dans les élections de 2016.

¹³ D. TYNAN, « How Facebook powers money machines for obscure political "news" sites », *The Guardian*, 24 août 2016, [en ligne :] <https://www.theguardian.com/technology/2016/aug/24/facebook-clickbait-political-news-sites-us-election-trump>, consulté le 16 juillet 2019.

¹⁴ S. SUBRAMANIAN, « Welcome to Veles, Macedonia, Fake-news Factory to the world », *Wired*, 15 février 2017, [en ligne :] <https://www.wired.com/2017/02/veles-macedonia-fake-news>, consulté le 16 juillet 2019.

¹⁵ M. NORMAND, « Retour à Vélès, capitale mondiale de la "fake-news" », *RFI*, 2 juillet 2018, [en ligne :] <http://www.rfi.fr/emission/20180703-retour-veles-capitale-mondiale-fake-news>, consulté le 17 juillet 2019.

¹⁶ *Ibid.*

¹⁷ Voir plus loin.

¹⁸ N. VANDERBIEST, entretien téléphonique avec l'auteur, Bruxelles, 8 juillet 2019.

Force est de constater que Trump et son entourage n'ont également pas lésiné sur leur utilisation, notamment sur Twitter comme l'a démontré l'étude faite par Alexandre Bovet, physicien et collaborateur scientifique à l'ICTEAM de l'UCLouvain.¹⁹

C. Terrain inespéré pour les ennemis de la démocratie

Dans de nombreuses démocraties la législation freine, voire musèle les discours extrémistes et les appels à la haine. Chez nous par exemple, le cordon sanitaire empêche le Belang ou le Parti Populaire de déverser ses discours racistes dans les médias classiques, et notamment de participer à des débats télévisés. Du coup, le nouvel espace d'expression offert par les plateformes est inespéré et permet aux extrémistes de tout poil de l'investir massivement. Mars 2018, en **Italie**, le leader d'extrême droite Matteo Salvini, fraîchement élu, n'a-t-il pas déclaré : « Merci Dieu pour Internet. Merci Dieu pour les réseaux sociaux. Merci Dieu pour Facebook »²⁰ ? De plus, internet donne un sentiment de proximité et de sincérité aux populistes. « Sur Instagram, Matteo Salvini poste des selfies avec ses repas du jour, parle de son taux de cholestérol ou annonce la naissance de son dernier neveu. Bref, comme tout un chacun : il se rend proche du « peuple » et se démarque ainsi d'une « caste politique » qui préfère les canaux traditionnels (radios, TV, journaux) pour s'adresser aux électeurs »²¹.

Selon Camille François, directrice analyse et recherches chez Graphika (société spécialisée dans l'analyse des réseaux sociaux à NY) : Une étude démontre qu'« Aujourd'hui (en 2019, ndlr) aux USA, la discussion politique en ligne est vraiment dominée par les extrêmes ».²²

Nicolas Vanderbiest, donne un exemple assez illustratif de cette tendance²³. En pleine présidentielles françaises un faux article du journal *Le Soir*, avec la même mise en page, annonce qu'Emmanuel Macron est le candidat préféré de l'Arabie Saoudite. Trois comptes envoient le lien à des proches de François Fillon en demandant « Est-ce vrai ? ». Des personnes vont commencer à répercuter l'info. Dans le cas contraire, tant pis, une autre fausse nouvelle marchera peut-être. Mais ici le nombre de partages gonfle et se répercute au sein de l'extrême droite jusqu'à un point d'orgue, Marion Maréchal-Le Pen tweete : « 30 % de la campagne de Macron financés par l'Arabie Saoudite ? Nous exigeons la transparence ! ». Journalistes et factcheckers devront infirmer l'info. « On observe deux mondes complètement différents, ceux qui ont propagé l'info et ceux qui l'ont infirmée. Et c'est deux mondes qui ne se parlent pas », ajoute Nicolas Vander-

¹⁹ C. LEBLANC, « Qui est derrière les (fake) news sur Twitter ? », 05 février 2019, UCLouvain, [en ligne :] <https://uclouvain.be/fr/sciencetoday/actualites/qui-est-derriere-les-fake-news-sur-twitter.html>, consulté le 17 juillet 2019.

²⁰ N. JADOLLE, « Censure et propagande : Facebook est-il en train de perdre le contrôle ? », *Moustique*, 12/11/2018, [en ligne :] <https://www.moustique.be/22255/censure-et-propagande-facebook-est-il-en-train-de-perdre-le-contrôle>, consulté le 17 juillet 2019.

²¹ B. LUTAUD, « Pourquoi populismes et réseaux sociaux font-ils si bon ménage ? », *Le Figaro*, 15 mai 2019, [en ligne :] <https://www.lefigaro.fr/actualite-france/pourquoi-populismes-et-reseaux-sociaux-font-ils-si-bon-menage-20190515>, consulté le 18 juillet 2019.

²² « Marchands d'intox », « L'intox, c'est nous » : S1-E2, C. FRANCOIS, *France Tv*, 29 avril 2019, [en ligne :] <https://www.youtube.com/watch?v=QhrkrKXU7E4&t=143s>, consulté le 20 juin 2019.

²³ *Ibid.*

biest²⁴. Le plus étonnant, c'est que l'intention des publicateurs de fausses nouvelles comme celle-ci, n'est pas forcément militante. Comme pour Paul Horner, il s'agit encore de faire du clic, de faire du fric.

D. Info-débat politique ?

La diversité des opinions sur internet serait donc limitée par la polarisation des débats, gage de rentabilité. Susciter leur réaction amène les individus à choisir leur camp. Selon Jay Van Bavel²⁵, Professeur en psychologie et neurosciences à l'Université de NY, les fausses nouvelles sont pensées pour faire appel à nos instincts tribaux et partisans. Mais cette course à l'audience, contrairement à un débat radio ou télévisé même musclé, manque d'un arbitre (un présentateur qui contextualise) et de règles (qui tempèrent les échanges et évitent les insultes par exemple). Des filtres dont se méfient nombre de citoyens qui ont tendance à les associer aux pouvoirs en place. Cette tendance est fréquemment confirmée par beaucoup de participants aux ateliers en éducation permanente du CPCP. Ceux-ci s'informent quasi exclusivement sur les réseaux sociaux²⁶ sur lesquels ils ont l'impression d'avoir la liberté de choisir eux-mêmes leurs sources d'informations, voire leurs « informateurs » de vérité cachée. Au-delà de la polarisation des avis, le défaut des réseaux sociaux est l'enfermement de ses membres dans ce qu'on appelle des bulles informationnelles, bulles de filtres ou chambres d'échos. Concrètement les individus échangent des avis entre amateurs d'un même groupe avec des opinions communes, ce qui les ferme à d'autres points de vue. Le phénomène est accentué par les algorithmes des géants du net qui les renvoient à des publicités et à des liens choisis en fonction de ce qui suscite leur intérêt, de ce qu'ils cliquent et partagent. Tout cela laisse penser que de plus en plus de citoyens ne sont plus confrontés à une pluralité d'opinions, mais les choses ne sont pas si simples.

Une étude publiée par les universités de Stanford et de New-York²⁷, en avril 2019, éclaire sur cette question. Des chercheurs ont coupé un panel de 2 844 personnes en une moitié restant connectée à Facebook et l'autre non. Constat : « Après quatre semaines d'expérience, le groupe déconnecté est apparu moins informé sur l'actualité, mais les membres de ce groupe sont apparus moins radicaux, moins tranchés dans leurs opinions et leur degré de polarisation sur une série de sujets politiques a diminué. La raison de ces conclusions étonnantes vient de l'essence même du réseau social. Facebook incite à prendre position dans des débats, encourage les commentaires, et provoque chez l'utilisateur le sentiment qu'il doit se positionner. Il aurait en plus tendance à renforcer ses convictions, par la consultation de comptes qui partagent ses opinions... »²⁸

²⁴ *Ibid.*

²⁵ « Bienvenue dans la jungle », « L'intox, c'est nous » : S1-E1, C. FRANCOIS, *France Tv*, 29 avril 2019, [en ligne :] https://www.youtube.com/watch?v=iADY8NoqCDO&list=PLUDzul7to_hAZ-6AolFyVBmRkecGvyIzj, consulté le 20 juin 2019.

²⁶ En France, une étude IFOP démontre qu'en 2019, 47 % des moins de 35 ans déclarent privilégier les réseaux sociaux, alors que la proportion tombe à 26 % pour les plus âgés, qui préfèrent en majorité les sites d'informations.

²⁷ H. ALLCOTT, L. BRAGHERI, S. EICHMEYER ET M. GENTZKOW, « The Welfare Effects of Social Media », 8 novembre 2019, [en ligne :] <http://web.stanford.edu/~gentzkow/research/facebook.pdf>, consulté le 6 décembre 2019.

²⁸ T. BALTHAZAR, « Une étude montre comment Facebook influence les opinions politiques », *RTBF*, 22 avril 2019, [en ligne :] http://www.vivreici.be/article/detail_une-etude-montre-comment-facebook-influence-les-opinions-politiques?id=279234, consulté le 17 juillet 2019.

Début 2019, une étude de l'Institut IFOP tend à confirmer cette tendance, soulignant que les Français qui s'informent en priorité via les réseaux sociaux croient plus aux fake-news.²⁹

« Le MIT (Massachusetts Institute of Technology) a pu démontrer qu'une "fake-news" avait 70 % de chances supplémentaires d'être retweetée qu'une information vérifiée et qu'elle se répandait six fois plus vite »³⁰.

Une troisième étude intéressante, datant de 2016 et menée conjointement par l'Université de Columbia et l'Institut national français, indique qu'on ne lit pas 59 % des liens que l'on relaie sur Twitter, se contentant du titre et peut-être du chapeau de l'article, uniquement. Ce qui tend à démontrer que le fond n'est pas prioritaire dans le partage d'info³¹. Une fois que l'article prête à sourire, surprend, choque, fait peur ou va dans le sens de nos opinions, nous avons tendance à partager. Et c'est tout bénéfique pour les plateformes et l'auteur. L'étude indique également que « ces relais aveugles sont plutôt importants dans la vie publique et contribuent à déterminer les sujets qui resteront dans l'actualité versus ceux qui sombreront dans l'oubli »³².

Au bout du compte ce sont des millions d'informations fausses, biaisées, détournées, inappropriées ou hors contexte qui sont relayées et partagées sur la toile.

E. Consommation rapide et tête pressée

Notre cerveau a beau nous surprendre régulièrement par ses capacités, il a ses limites. Face à la masse d'informations qui défilent devant les yeux sur un réseau social par exemple, dont un certain nombre de fake-news, notre cerveau fait un tri et simplifie l'info naturellement par différents biais connus des psychologues. Ça lui permet d'éviter des dissonances cognitives, c'est-à-dire des tensions internes entre ses pensées et des infos extérieures contradictoires. Citons :

- Le biais cognitif de confirmation, qui aura tendance à nous faire aller plus facilement vers les infos qui confirment notre opinion et à rejeter les autres.
- Le biais de popularité, bien connu des annonceurs, qui tend à nous faire croire qu'une chose est très populaire. Nous imaginons alors que ça doit être bien ou à tout le moins intéressant puisque tant de monde s'y intéresse et qu'un ami risque même de nous en parler bientôt.
- Le biais de conformité³³, ou syndrome de Panurge, c'est-à-dire la tendance à délaissier notre raisonnement personnel pour rallier l'opinion de la majo-

²⁹ N. BONNIN, « Les réseaux sociaux première source d'info en ligne chez les personnes sensibles aux théories du complot », 18 février 2019, [en ligne :] https://www.francetvinfo.fr/internet/reseaux-sociaux/info-franceinfo-les-reseaux-sociaux-premiere-source-d-info-en-ligne-chez-les-personnes-sensibles-aux-theories-du-complot_3191963.html, consulté le 13 août 2019.

³⁰ P. LALOUX, « Pourquoi les "fake-news" menacent la presse (et la démocratie) », *Le Soir+*, 11 novembre 2018, [en ligne :] <https://plus.lesoir.be/189401/article/2018-11-11/pourquoi-les-fake-news-menacent-la-presse-et-la-democratie>, consulté le 13 juin 2019.

³¹ Il est paradoxal de constater que la presse populaire sur internet utilise elle-même des titres très accrocheurs pour attirer le chaland, ce qui tendrait à décrédibiliser un peu plus le journalisme auprès du public.

³² O. DIAZ SUAREZ, « La plupart des internautes commentent et partagent des articles sans même les avoir lus », *Le Vif*, 21 juin 2016, [en ligne :] <https://www.levif.be/actualite/international/la-plupart-des-internautes-commentent-et-partagent-des-articles-sans-meme-les-avoir-lus/article-normal-514983.html>, consulté le 11 juin 2019.

³³ Voir *L'expérience de Solomon Asch*, publiée en 1956, qui démontre le pouvoir du conformisme sur les décisions d'un individu au sein d'un groupe.

rité. On peut y ajouter par ailleurs le succès, aux États-Unis, des théories du sociologue Paul Lazarsfeld pour qui les médias ont peu d'influence sur les intentions de vote³⁴. Pour lui c'est le cercle de proches qui pousse le citoyen à changer d'avis, surtout les leaders d'opinion de ces groupes. Et les réseaux sociaux peuvent aider à les cibler.

- Les simplifications : notre cerveau est naturellement attiré par les solutions simples à des problèmes complexes. Face à la géopolitique mondiale, une théorie du complot, par exemple, paraît expliquer beaucoup de choses.
- L'effet Halo. Rien de tel que notre première impression. Du coup la présentation d'une personne ou d'un fait via une caractéristique positive a tendance à rendre plus positives les autres caractéristiques de cette personne, même sans les connaître (et inversement pour une caractéristique négative). Un effet par exemple très utilisé par les influenceurs sur Instagram. Si l'un d'entre eux prétend que boire trois litres de thé vert par jour « détoxifie » le corps rapidement, beaucoup de ses followers, qui l'apprécient donc, seront tentés d'essayer sans effectuer de recherches probantes sur le sujet. Parce que la personne qui le dit à l'air bien et/ou présente bien le produit.
- L'effet de saillance : un détail sur lequel on a attiré notre attention est tout à coup perçu dans nombre d'événement qui nous entourent et nous amène à penser ce détail comme une généralité. Exemple : un ami me parle d'un groupe musical et je vois l'affiche qui en parle et devant laquelle je suis pourtant passé dix fois sans la voir. Il nous arrive ainsi de voir des petits cœurs dans des nuages ou dans des tâches de sauce suite à une lettre d'amour. Certains voient carrément des complots juifs partout après avoir entendu parler des Protocoles des Sages de Sion.

Comme le souligne Albert Moukheiber, docteur en neurosciences cognitives : « La fake-news n'est pas du domaine de l'ignorance mais de l'illusion de connaissances »³⁵. Insistant sur l'importance de vérifier une information et de savoir mettre en doute nos certitudes. D'où l'importance de notre rôle face à la fake-news et à son partage.

Soulignons aussi que le concept même des réseaux sociaux est étudié pour amener à une forme d'addiction. Une info likée (Instagram, Facebook, TikTok...), retweetée (Twitter) ou recevant des streaks (Snapchat), est perçue comme une forme de récompense et amène à la production de dopamine dans le cerveau. C'est pourquoi les réseaux sociaux ont été comparés à des machines à sous. On y retourne dans l'espoir d'y trouver une dose de plaisir quitte à passer par des dizaines d'infos sans intérêts. Parmi ces infos, des fake-news qu'on zappe, qu'on mate ou qu'on partage sans mater.

³⁴ G. BASTIN, « Elihu Katz et Paul L. Lazarsfeld : comment se fabrique l'opinion », *Le Monde*, le 19 juin 2008, [en ligne :] https://www.lemonde.fr/livres/article/2008/06/19/elihu-katz-et-paul-l-lazarsfeld-comment-se-fabrique-l-opinion_1060182_3260.html, consulté le 14 août 2019.

³⁵ A. MOUKHEIBER, « Notre CERVEAU face aux Fake-news », janvier 2018, [en ligne :] <https://www.youtube.com/watch?v=-esftB-2F4I>, consulté le 14 août 2019.

III. LES DANGERS DES FAKE-NEWS POUR LA DÉMOCRATIE

A. Un débat public faussé ?

Aux États-Unis, des théories du sociologue Paul Lazarsfeld sont très populaires. Facebook est ainsi rapidement perçu comme un outil parfait pour aider à cibler ces leaders d'opinion par Barack Obama et son équipe. Pour son élection, il a été à la rencontre de ces jeunes entrepreneurs de la Silicon Valley qui vont apprécier ce candidat jeune et ouvert sur l'avenir de leurs projets. En 2008, les données recueillies permettent au sénateur Obama de prendre le pouls du pays et de construire son programme.³⁶ L'idée est de mettre en avant les aspects du programme du candidat en fonction des publics sur le réseau Facebook. Quatre ans plus tard, la méthode est accentuée pour encourager à revoter Obama, selon les Démocrates.

« Pour Victoria Farrar-Myers, professeure de sciences-politiques à la Southern Methodist University (Texas) et sympathisante démocrate, il n'y a pas de sujet de vie privée, dans la mesure où une personne qui va sur les réseaux sociaux fait le choix de partager ses informations personnelles ». ³⁷ Les Démocrates parlent même d'encouragement à aller aux urnes plus que de faire changer d'opinion un électeur. Mais la frontière entre encourager et décourager l'électeur peut être mince et même si les lois électorales américaines sont respectées, on sent déjà poindre des méthodes de plus en plus intrusives et l'utilisation faite des données personnelles récoltées par les plateformes internet comme Facebook et Google échappe déjà aux citoyens.

Cambridge Analytica. Le nom et surtout les méthodes de cette société ont éclaté au grand jour en 2018 avec le témoignage de Christopher Wylie, un de ses anciens salariés. Dans un entretien, **Daniel Ichbiah**, journaliste et auteur d'une biographie sur Marck Zuckerberg, déclare « Cette société britannique a proposé un test de personnalité sous la forme d'une application. Par la suite, ces données ont été exploitées à des fins politiques afin de favoriser l'élection de Donald Trump. C'est donc un acte frauduleux puisqu'il ne correspondait pas à l'intention initiale affichée – un test de personnalité. De plus, lorsque les gens ont chargé l'application, ils ont validé une case sans réellement faire attention à ce qu'ils acceptaient. Et ce qu'ils acceptaient, c'est que Cambridge Analytica aille également analyser les informations de leurs amis ! Au final plus de 47 millions de profils ont pu servir à orienter l'élection américaine dans le sens de Donald Trump ! » ³⁸ Il y a donc ouvertement tromperie et vol de données personnelles pour 47 millions de personnes, soit à peu près la population d'un pays comme

³⁶ Selon Chirag Shah, professeur à l'université de Rutgers, dans le New Jersey, et auteur d'une étude sur le sujet. AFP, « Facebook, outil électoral décisif pour Obama et peut-être pour Trump », *Le Point*, 23 mars 2018, [en ligne :] https://www.lepoint.fr/high-tech-internet/facebook-outil-electoral-decisif-pour-obama-et-pour-trump-23-03-2018-2205045_47.php, consulté le 16 juillet 2019.

³⁷ *Ibid.*

³⁸ D. ICHBIAH, « Mark Zuckerberg – biographie : La première enquête fouillée sur le boss de Facebook », *Zataz.com*, 28 novembre 2018, [en ligne :] <https://www.zataz.com/mark-zuckerberg-biographie-la-premiere-enquete-fouillee-sur-le-boss-de-facebook>, consulté le 19 juillet 2019.

l'Espagne. Ces données auraient servi à influencer les intentions de votes notamment sur trois États pivots (le Michigan, le Wisconsin et la Pennsylvanie)³⁹, qui ont pu faire basculer l'élection.⁴⁰

Un autre aspect sournois de la méthode est l'utilisation de Dark-Ads, un type de publicité en ligne visible uniquement par l'éditeur de la publicité et le groupe cible visé et qui disparaît après quelques heures. Cela permet à un groupe précis de voir une publicité très ciblée sans qu'un autre groupe ne la voie. Un système offert par Facebook aux entreprises privées jusque-là et qui a rendu encore un peu plus opaque les campagnes et les programmes électoraux pour le grand public grâce à nombre de fake-news envoyées à des électeurs hésitants.

Ce scandale pose aussi question sur les motivations profondes de Cambridge Analytica. Surtout quand on sait que la société a été créée en partie par un certain Steve Bannon, rédacteur en chef du média d'extrême droite Breitbart News et directeur de campagne de Trump, et financée par Robert Mercer, milliardaire américain propriétaire de Breitbart News et profondément antiestablishment, climatosceptique et que l'Obs qualifie de « milliardaire libertaire anarchiste d'extrême droite ». ⁴¹ Dans son interview au journal *Libération*, Christopher Wylie n'hésite pas à confirmer que, pendant les présidentielles américaines de 2016, l'activité de Cambridge Analytica consistait à développer l'alt-right, l'extrême droite américaine.⁴² On peut donc clairement parler ici de fake-news avec une réelle intention de nuire politiquement.

Le témoignage de Christopher Wylie va provoquer un autre scandale, en Europe cette fois. Selon lui : « Sans Cambridge Analytica, il n'y aurait pas eu de Brexit. » Ajoutant qu'« AggregatIQ [une entreprise canadienne issue de Cambridge Analytica] a aussi travaillé sur un système qui a permis à Leave.EU de dépasser son plafond de dépenses, et d'utiliser près d'un million de livres sterling pour cibler la population »⁴³ et que « sans Aggregat IQ, le camp du "Leave" n'aurait pas pu gagner le référendum du 23 juin 2016, qui s'est joué à moins de 2 % des votes. »⁴⁴

L'aspect infox est par ailleurs ici poussé à son paroxysme car la campagne du groupe « Vote Leave », a été quasi entièrement axée sur une fake-news et habilement orchestrée par Dominic Cummings, son directeur de campagne. Le slogan utilisé prétendait que 350 millions de livres sterling (près de 400 millions d'euros) étaient donnés chaque semaine à l'Union européenne au lieu de financer

³⁹ A. FLANDRIN, « "Comment Trump a manipulé l'Amérique" : Mercer, l'homme de l'ombre », 9 octobre 2018, [en ligne :] https://www.lemonde.fr/televvisions-radio/article/2018/10/09/comment-trump-a-manipule-l-amerique-mercer-l-homme-de-l-ombre_5366602_1655027.html, consulté le 19 juillet 2019.

⁴⁰ Rappelons que le système des grands électeurs a permis à Donald Trump de battre Hillary Clinton en ayant moins de voix que la candidate démocrate.

⁴¹ P. BOULET-GERCOURT, « Le clan Mercer, ces milliardaires extrémistes derrière le scandale des données Facebook », 21 mars 2018, <https://www.nouvelobs.com/monde/l-amerique-selon-trump/20180321.OBS4003/le-clan-mercer-ces-milliardaires-extremistes-derriere-le-scandale-des-donnees-facebook.html>, consulté le 14 août 2019.

⁴² C. WYLIE, « Christopher Wylie : "Sans Cambridge Analytica, il n'y aurait pas eu de Brexit" », 26 mars 2018, [en ligne :] https://www.liberation.fr/planete/2018/03/26/christopher-wylie-sans-cambridge-analytica-il-n-y-a-aurait-pas-eu-de-brexite_1639006, consulté le 14 août 2019. Extrait : C. WYLIE : « Il y a eu des théories du complot, des rumeurs détectées puis exploitées par Cambridge Analytica : Obama ne voulait pas quitter son poste, des mouvements de troupes avaient lieu dans le pays... Vous trouvez un groupe plus susceptible qu'un autre de croire aux conspirations, puis vous le nourrissez avec les rumeurs. Le travail [de Cambridge Analytica] consistait à créer des narrations qui renforcent la cause des républicains et des candidats de l'alt-right. »

⁴³ *Ibid.*

⁴⁴ AFP, « Royaume-Unis : la campagne pro-Brexit sanctionnée pour avoir enfreint le code électoral », *RTBF*, 17 juillet 2018, [en ligne :] https://www.rtb.be/info/monde/detail_royaume-uni-la-campagne-pro-brexit-sanctionnee-pour-avoir-enfreint-le-code-electoral?id=9974847, consulté le 13 août 2019.

le NHS, National Health Service, le système de la santé publique du Royaume-Uni très apprécié par les citoyens. Les données personnelles vont permettre de répandre cette fake-news avec une efficacité redoutable. Pour cibler un métallurgiste par exemple on lui enverra une info disant que ces millions sont donnés à l'Europe plutôt qu'à l'industrie, pour une victime d'inondations qu'ils ne sont pas affectés à la construction de digues, pour une infirmière qu'ils ne sont pas donnés aux hôpitaux, etc. Les citoyens visés ont le sentiment que cette campagne s'intéresse particulièrement à leurs problèmes alors qu'ils ne le ressentaient pas avec les autres partis, mais ce n'est pas le cas. Les journalistes auront beau expliquer que ce chiffre ne tenait pas compte de différents points – notamment qu'une grande partie de cet argent était réinvestie par l'UE en Grande-Bretagne de multiples manières – en vain, trop compliqué à faire comprendre. En 2019 encore, soit près de trois ans plus tard, quasi la moitié des Britanniques croyaient toujours que 350 millions de livres sterling étaient généreusement envoyées à l'UE.⁴⁵ Ce qui tend à montrer qu'une fake-news peut perdurer dans les esprits.

Cummings a lui compris une chose qui interpelle le monde politique dans de nombreux pays démocratiques : l'émotionnel peut prendre le pas sur le rationnel et faire basculer une élection.

Dans son rapport du 29 juillet 2018, la commission des médias de la Chambre des communes britannique conclut que les fake-news « constituent désormais un danger pour notre démocratie », et propose un renforcement législatif destiné à faire cesser ces « campagnes concertées de désinformation » dont les auteurs restent anonymes : obligation d'identifier tout éditeur de publicité politique en ligne et son financement, création d'une taxe sur les médias sociaux finançant un enseignement scolaire de culture numérique, hausse des amendes pouvant être infligées par la Commission électorale.⁴⁶

On pourrait penser qu'en 2016 les réseaux sociaux concernaient surtout les jeunes, mais encore une fois la prudence s'impose. « Dans le cas du Brexit, l'immense majorité des partisans du "Leave" étaient des Britanniques plutôt âgés. À l'inverse, les jeunes de 18 à 30 ans étaient, de façon écrasante, en faveur du maintien du Royaume-Uni dans l'Union européenne. Or, les jeunes utilisent beaucoup plus les réseaux sociaux que les anciens. Par ailleurs, la plupart des tabloïds britanniques (*The Sun*, *The Mirror*, etc.) sont beaucoup plus lus par des personnes âgées. Et ils ont clairement fait campagne pour le Brexit »⁴⁷. Il n'est donc pas aisé de faire la part des choses entre l'influence des tabloïds et celle des réseaux sociaux sur le résultat du référendum. D'autant plus que les élections

⁴⁵ A. LIEVIN, « La fabrique du mensonge : Brexit : Référendum, mensonges et réseaux sociaux », 31 mars 2019, *France Tv*, [en ligne :] <https://www.france.tv/actualites-et-societe/reportages/951797-la-fabrique-du-mensonge.html> ou https://www.francetvinfo.fr/internet/reseaux-sociaux/facebook/replay-brexit-referendum-mensonges-et-reseaux-sociaux-regardez-la-fabrique-du-mensonge-la-serie-documentaire-sur-les-fake-news_3252491.html, consultés le 13 août 2019.

⁴⁶ P. BERNARD, « Une commission parlementaire britannique soupçonne la Russie d'avoir influencé la campagne pro-Brexit », *Le Monde*, 30 juillet 2018, [en ligne :] https://www.lemonde.fr/referendum-sur-le-brexit/article/2018/07/30/une-commission-parlementaire-britannique-soupconne-la-russie-d-avoir-influence-la-campagne-pro-brexit_5337447_4872498.html, consulté le 14 août 2019.

⁴⁷ J. HARSCOET, « Comment les algorithmes vous rendent a'cl'ic'tif », *L'Echo*, 7 février 2018, [en ligne :] <https://www.lecho.be/culture/general/comment-les-algorithmes-vous-rendent-a-cl'ic-tif/9978554.html>, consulté le 13 août 2019.

législatives anticipées britanniques de décembre 2019 conforteront largement Boris Johnson et le Brexit⁴⁸. Difficile donc d'affirmer avec certitude que le Brexit s'explique par la seule faute des fake-news.

B. Les dérives démocratiques de l'infox

Malgré tout, sans garde-fous, notamment dans les pays où les tensions sont vives et l'état de droit fragile, les fake-news, mais pas seulement, semblent clairement avoir un impact pernicieux. Surtout lorsqu'un réseau social est très répandu. En mai 2016, une vaste enquête de la journaliste Davey Alba pour Buzzfeed⁴⁹, a révélé combien « Duterte avait totalement dominé Facebook lors de l'élection présidentielle aux Philippines ». Dans un rapport d'avril 2016, le réseau social lui-même le proclamait « roi incontesté des conversations sur Facebook »⁵⁰. Pour Buzzfeed, l'usage machiavélique et implacable de Facebook dans ce pays très pauvre, a incontestablement permis d'amener Duterte, ancien maire d'une ville n'appartenant pas à l'élite politique, Davao, à la victoire.⁵¹ Lui et son équipe ont en effet inondé le réseau social de fake-news, de photos truquées, de menaces, d'injures et de commentaires abjects⁵² ce qui avait attiré l'attention des médias grand public. Il aura également eu recours à des influenceurs philippins importants, ainsi qu'à une armée de trolls⁵³ – qu'il admettra par la suite avoir payés pour redorer son image – et à des gestionnaires de réseaux. Avec un Facebook extrêmement utilisé par les citoyens dans le pays, la caisse de résonance a été colossale et les solutions simplistes aux problèmes majeurs se sont vite avérées virales.⁵⁴ L'omniprésence de Duterte dans l'actualité des Philippines a ainsi donné l'illusion d'un grand soutien à son égard, ce qu'on appelle sur inter-

⁴⁸ AFP, « Les résultats définitifs des élections législatives au Royaume-Uni sont tombés : majorité absolue pour les conservateurs avec 365 sièges », *Le Soir*, 13 décembre 2019, [en ligne :] <https://www.lesoir.be/266779/article/2019-12-13/les-resultats-definitifs-des-elections-legislatives-au-royaume-uni-sont-tombes>, consulté le 13 décembre 2019.

⁴⁹ *Buzzfeed* est un journal en ligne américain parfois décrié mais l'article de Davey Alba, passée au *New York Times* depuis, a reçu deux prix de journalisme, un Livingston Award (du Wallace House de l'Université du Michigan) et un Mirror Award (de la Newhouse School de l'Université de Syracuse), pour l'excellence de son article.

⁵⁰ D. ALBA, « Comment Duterte a utilisé Facebook pour alimenter la guerre de la drogue aux Philippines », *Buzzfeed*, 4 septembre 2018, [en ligne :] <https://www.buzzfeednews.com/article/daveyalba/facebook-philippines-dutertes-drug-war>, consulté le 28 août 2019.

⁵¹ *Ibid.*

⁵² Rodrigo Duterte avait par exemple plaisanté au sujet du viol et du meurtre d'une religieuse australienne par des prisonniers en 1989, à Davao, la ville dont il était maire. Il avait aussi traité le président américain Barack Obama et le pape François 1^{er} de « Fils de pute », quand bien même le *Washington Post* a précisé que ces mots étaient des éléments de langage classique en tagalog, dialecte philippin, n'équivalent pas les mêmes termes en anglais ou en français. Sans parler de son fameux « Fuck you ! » à l'UE, lui sans équivoque.

⁵³ « Véritables appâts pour les internautes, les trolls enviennent les discussions sur les forums. Si la plupart d'entre eux ne sont pas bien méchants, d'autres réussissent à imposer leurs idées, allant jusqu'à dénaturer le caractère de l'information. Ils sont capables de détourner insidieusement un sujet pour générer des conflits. Certains incitent même à la haine, au racisme et provoquent les autres participants. Souvent, les discussions atteignent le point Godwin. Le troll connaît parfaitement le fonctionnement d'internet et la manière de travailler des modérateurs. Manipuler et provoquer n'est donc plus qu'un jeu d'enfant ». S. CARION, « Le troll sur Internet : Qui est-il ? Que risque-t-il ? », *La Libre Belgique*, 20 février 2013, [en ligne :] <https://www.lalibre.be/economie/digital/le-troll-sur-internet-qui-est-il-que-risque-t-il-51b8f945e4b0de6db9c9aec3>, consulté le 28 août 2019.

⁵⁴ « Face aux énormes problèmes de drogue dans l'archipel, le très populaire président avait fait de la lutte contre la drogue sa priorité de campagne absolue, jurant de jeter tant de corps de junkies et de dealers dans la baie de Manille « que les poissons en seraient obèses ». Plus de 25 000 morts et trois ans plus tard « La situation a empiré », a lui-même reconnu le président, le 24 mars 2019, durant une visite à Cagayan de Oro, sur l'île de Mindanao ». C. HAQUET, « Philippines : la guerre contre la drogue filmée au plus près », *L'Express*, 17 avril 2019, [en ligne :] https://www.lexpress.fr/actualite/monde/philippines-la-guerre-contre-la-droque-filmee-au-plus-pres_2073357.html, consulté le 14 août 2019.

net l'astroturfing⁵⁵. Déjà Castro, réfugié dans les montagnes de Cuba en 1959, avait utilisé la radio pour faire croire aux Cubains que ses troupes étaient des milliers dans le maquis alors qu'ils étaient une petite centaine, impuissants sans le soutien du peuple.

Il est important de constater le taux de pénétration des réseaux sociaux aux Philippines. Les statistiques annuelles du blog international « We are social » de 2017⁵⁶ montrent que pour la troisième année consécutive, les Philippines enregistraient le temps passé sur les réseaux sociaux le plus important au monde, avec une moyenne quotidienne de quatre heures par utilisateur, contre une heure trente-quatre minutes en Belgique. Les brésiliens étaient à la deuxième place. Et ce dernier pays a également beaucoup fait parler de lui lors de l'élection de son controversé président Jair Bolsonaro. Mais là, c'est Whatsapp⁵⁷ qui est leader avec pas moins de 120 millions d'utilisateurs dans tout le pays⁵⁸ (sur 209 millions d'habitants). Il ne s'agit pas d'un réseau social mais d'un service de messagerie (texte, vidéo, audio) à destination de numéros de téléphone et fonctionnant avec internet, du coup il est beaucoup moins cher que les SMS et MMS.

Selon une enquête du journal brésilien Fohla⁵⁹, « des entreprises favorables au candidat d'extrême droite Jair Bolsonaro auraient payé des agences de marketing pour qu'elles diffusent sur WhatsApp des fake-news à l'encontre de son adversaire Fernando Haddad. Des « centaines de millions de messages » auraient été concernés. Une enquête pour « crime électoral » a même été ouverte sur place. WhatsApp avait alors réagi a posteriori en supprimant 100 000 comptes au total ». ⁶⁰ Mais le retrait des fake à posteriori arrive souvent quand le mal est fait et après les élections. Au Brésil, Whatsapp a parfaitement épousé les spécificités locales⁶¹ pour atteindre des millions de gens hors des villes⁶² et ne pouvant avoir accès à des informations autres que celles de leur groupe de partage. Pour Sergio Amadeu, membre du Comité de gestion d'Internet au Brésil, il s'agit « d'une campagne de désinformation [...] qui vient . aussi de l'étranger [...]

⁵⁵ L'astroturfing désigne le fait de donner l'impression d'un phénomène de masse qui émerge sur Internet, en réalité créé de toutes pièces pour influencer l'opinion publique.

⁵⁶ S. KEMP, « Le numérique en 2017 : aperçu mondial », *We are social*, 24 janvier 2017, [en ligne :] <https://weare-social.com/special-reports/digital-in-2017-global-overview#>, consulté le 18 juillet 2019.

⁵⁷ WhatsApp est désormais l'application de messagerie n°1 dans 128 pays à travers le monde, tandis que Facebook Messenger l'est dans 72 pays.

⁵⁸ LA RÉDACTION DE L'OBS, « Fausses informations sur WhatsApp au Brésil : Bolsonaro mis en cause », *L'Obs*, 19 octobre 2018, [en ligne :] <https://www.nouvelobs.com/monde/20181019.OBS4207/fausses-informations-sur-whatsapp-au-bresil-bolsonaro-mis-en-cause.html>, consulté le 20 août 2019.

⁵⁹ P. CAMPOS MELLO, « Des hommes d'affaires financent la campagne WhatsApp contre PT », 18 octobre 2018, [en ligne :] <https://www1.folha.uol.com.br/internacional/en/brazil/2018/10/businessmen-fund-whatsapp-campaign-against-pt.shtml>, consulté le 20 août 2019.

⁶⁰ H. GRAND, « Fake-news : Facebook ouvre sa "war room" pour les élections européennes », *Le Figaro*, 6 mai 2019, [en ligne :] <http://www.lefigaro.fr/secteur/high-tech/fake-news-facebook-ouvre-sa-war-room-pour-les-elections-europeennes-20190506>, consulté le 20 août 2019.

⁶¹ Ce succès s'explique aussi par une politique agressive de la part de Facebook pour s'imposer dans les smartphones au Brésil, développe Yasodara Cordova, chercheuse en « désinformation numérique » (digital misinformation) à l'université Harvard, qui a écrit sur le sujet pour le site The Intercept. « 60 % des Brésiliens utilisent des forfaits prépayés, avec des limitations, mais dans lequel ils ont un accès gratuit permanent à WhatsApp et à Facebook grâce aux accords passés entre Facebook et les opérateurs », explique-t-elle au *Monde*. M. SZADKOWSKI, « "Infox" au Brésil : comment les fausses informations ont inondé WhatsApp », *Le Monde*, 25 octobre 2018, [en ligne :] https://www.lemonde.fr/pixels/article/2018/10/25/infoc-au-bresil-comment-les-fausses-informations-ont-inonde-whatsapp_5374637_4408996.html, consulté le 20 août 2019.

⁶² « L'application est utilisée par tous les secteurs de la société. Elle a complètement remplacé les e-mails », commente Claire Wardle, directrice exécutive chez First Draft. Ces derniers mois, cette association internationale de journalistes et de chercheurs a travaillé au Brésil dans le cadre du projet collaboratif Comprova, qui collecte et dément les fausses informations qui circulent sur WhatsApp. *Ibid*

Elle est très semblable à celle vue aux États-Unis, mais plus sophistiquée [...] car elle est proche de la culture politique brésilienne, qui, en ces temps de crise, fait appel à la haine ». ⁶³

Pedro Doria, un éminent journaliste brésilien, tirait cette conclusion des élections brésiennes dans deux articles publiés en portugais : « Aujourd'hui, même le dictateur le plus obtus ou le plus technophobe a compris qu'à l'époque d'internet et des réseaux sociaux, il n'est plus question de censure. C'est techniquement impossible ». Ajoutant que pour remplacer la censure, les despotes « sèment la confusion sur le web et allument sans cesse des contre feux pour que le peuple – les votants – passe d'un sujet à l'autre sans trop creuser les scandales ou les affaires qui éclatent ici ou là. » ⁶⁴

L'exemple des Philippines et du Brésil est révélateur d'un phénomène : trop d'infos tue l'info, il y a tellement d'informations que l'une en chasse une autre à une vitesse vertigineuse. Et le fait qu'elles soient fausses ne les rend que plus poluantes, le fait qu'elles soient sensationnalistes ne les rend que plus marquantes. Les journalistes traditionnels, vérificateurs de l'info, n'arrivent plus à suivre un rythme de diffusion imprimé par internet et les réseaux sociaux, voire même par les chaînes d'info.

Plus récemment, au Nigéria, « des rumeurs ont circulé faisant état de la mort du président en exercice, Muhammadu Buhari, en 2017, alors qu'il était soigné à Londres. Depuis cette date, il aurait été « cloné » ou remplacé par un sosie originaire du Soudan... Les réseaux sociaux se sont enflammés à un point tel que Muhammadu Buhari en personne a dû évoquer le sujet au cours d'une conférence de presse, en Pologne, en décembre 2018 : « Je suis le vrai moi », avait-il assuré. Le fait qu'un président en exercice doive démentir sa propre mort démontre l'ampleur du problème provoqué par les fake-news au Nigeria » ⁶⁵, « Il faut dire que les deux principaux partis nigériens ont créé des cellules "médias" dédiées à la désinformation, à l'occasion des élections entre autres, assure l'analyste politique et éditorialiste Fredrick Nwabuo » ⁶⁶. Dans certains pays la fake-news aurait ainsi tendance à devenir une arme parmi d'autres, même pour les équipes de campagne de partis traditionnels.

" Toute guerre est fondée sur la tromperie "

L'art de la guerre, Sun Tzu (544–496 av. J.-C., Chine).

⁶³ AFP, « Fausses informations sur WhatsApp au Brésil: Jair Bolsonaro mis en cause », *Le Temps*, 19 octobre 2018, [en ligne :] <https://www.letemps.ch/monde/fausses-informations-whatsapp-bresil-jair-bolsonaro-mis-cause>, consulté le 19 août 2019.

⁶⁴ A. FALJAOU, « Comment WhatsApp et Facebook ont influencé l'élection au Brésil », *RTBF*, 5 novembre 2018, [en ligne :] https://www.rtf.be/classic21/article/detail_comment-whatsapp-et-facebook-ont-influence-l-election-au-bresil?id=10064682, consulté le 19 août 2019.

⁶⁵ FRANCETVINFO avec AFP, « Au Nigeria, la désinformation endémique fait le lit des fake-news », *Francetvinfo*, 17 avril 2019, [en ligne :] https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/politique-africaine/au-nigeria-la-desinformation-endemique-fait-le-lit-des-fake-news_3400767.html, consulté le 28 août 2019.

⁶⁶ *Ibid.*

C. La fake-news, une bombe lacrymogène dans un arsenal de cyberguerre politique

Sur son site internet, l'OTAN ne le cache plus⁶⁷, la cyberguerre est déclarée. Depuis une dizaine d'années, les attaques contre les ordinateurs de nombreux gouvernements à travers le monde ne se comptent plus. Et la fake-news serait une des armes, type écran de fumée, de l'arsenal derrière des cyberattaques de sites gouvernementaux et des hameçonnages de comptes mails de partis. À côté de cette panoplie 2.0, voire 3.0, les écoutes du Watergate font office de vol de chocolat à la cantine de l'école.

La fake-news a, depuis plusieurs années, ses codes, ses déclinaisons et son industrie qui ont su utiliser l'essence même d'internet, à savoir : référencement, liens, partages et buzz. Antonio Casilli, maître de conférences en Digital Humanities à l'école Télécom ParisTech, distingue trois grands types de structures pour les fake-news :

- a. **Les moulins à contenus** : une multitude de freelance qui produisent du contenu à flux tendus. L'exemple de Jenna Abrams est un cas d'école aux USA. Le compte Tweeter de cette jeune fille était largement suivi avec 70 000 abonnés, commenté par des vedettes et même cité sur des sites d'informations mainstream comme le *New York Times*, CNN ou les filiales locales de Fox. Pendant la campagne présidentielle américaine de 2016, ses tweets étaient juste assez controversés pour attirer l'attention, mais pas assez inhabituels pour éveiller les soupçons. Fin 2017, les enquêteurs du Congrès américains ont confirmé que l'utilisateur de Twitter, Jenna Abrams, était en fait une création d'une « ferme à trolls » russe.⁶⁸ Et les trolls n'ont aucun souci à créer des fake-news.
- b. **Les usines à liens** : qui visent à créer de l'interconnexion, du lien entre les groupes pour être mieux référencés par les moteurs de recherche. Concrètement on a tous cliqué sur un mot, une phrase, un logo, mis en exergue sur un site par exemple et qui nous permet de passer automatiquement d'un document source consulté à un document lié. C'est toujours plus de clics pour les plateformes et plus de visites sur des sites qui peuvent partager les mêmes idées. Quand ces idées sont diffusées par les moulins à contenus politiques, ça peut avoir un certain impact en période électorale.

⁶⁷ « Les cybermenaces et les cyberattaques deviennent de plus en plus fréquentes, sophistiquées et dommageables. L'Alliance est confrontée à un environnement de menaces complexes en pleine évolution. Lors de récents événements, des cyberattaques ont été utilisées dans le cadre d'actions de guerre hybride. L'OTAN et ses Alliés s'appuient sur des moyens de cyberdéfense forts et résilients pour remplir les tâches fondamentales de l'Alliance que sont la défense collective, la gestion de crise et la sécurité coopérative. L'Alliance doit être préparée à défendre ses réseaux et opérations contre les cybermenaces et les cyberattaques toujours plus complexes auxquelles elle est confrontée. ». OTAN, « Cyberdéfense », OTAN, 31 mai 2018, [en ligne :] https://www.nato.int/cps/fr/natohq/topics_78170.htm, consulté le 16 septembre 2019.

⁶⁸ S. MEZA, « Jenna Abrams, héros de droite sur twitter, était vraiment un troll russe qui a trompé les républicains et les célébrités », *Newsweek*, 3 novembre 2017, [en ligne :] <https://www.newsweek.com/jenna-abrams-fake-russian-troll-account-700801>, consulté le 18 septembre 2019.

- c. **Les fermes à clics** : dans des pays comme l'Inde, la Thaïlande, les Philippines ou la Russie, des gens sont payés pour créer de faux comptes⁶⁹ et faire du clic et ainsi faire remonter des publications ou des sites dans le référencement de moteurs de recherches et dès lors mettre en lumière des contenus. Par ailleurs, « En effectuant des micro-tâches (répondre à des questions simples, reconnaître des photos, filtrer des contenus interdits), ces "micro-travailleurs" sont les rouages permettant aux intelligences artificielles et aux sites les plus avancés d'être fonctionnels. Ils permettent également, contre (petite) rémunération, de rendre viraux certains contenus, dont des fausses informations, en créant de faux profils, en donnant de faux avis ou en publiant de faux liens vers ces contenus. Antonio Casilli, auteur d'*En attendant les robots*. Enquête sur le travail du clic estime à au moins 100 millions le nombre de ces nouveaux prolétaires. En France, selon une étude, ils seraient plus de 250 000 »⁷⁰.

Nous y ajouterons les bots. Un bot, pour robot, est par exemple un compte automatisé de réseau social géré par un algorithme plutôt que par une personne réelle. Un bot est donc conçu pour créer et envoyer des messages sans intervention humaine. Mais dans le cas d'un débat politique, il ne peut remplacer un dialogue humain sans incohérences.

D. Les États tentent de se protéger de la désinformation

En France, l'équipe de campagne d'Emmanuel Macron, s'est à plusieurs reprises inquiétée pendant la période préélectorale, en 2017, de tentatives d'hameçonnages de leurs boîtes mails par Pawn Storm, un groupe de hackers russes.⁷¹ Mounir Mahjoubi, ex-responsable numérique d'Emmanuel Macron, évoquera 4 000 cyberattaques dénombrées en trente jours par l'équipe d'En marche⁷². Le jeune candidat a également fait l'objet de nombreuses fake-news dont on trouve souvent l'origine sur le site 4Chan, site d'extrême droite américain⁷³ ou sur les sites d'infos pro russes Russia Today et Sputnik⁷⁴ ou encore sur des moulins

⁶⁹ Parmi les exemples de 2019 : « une étude de l'association israélienne Big Bots Project a fait état de la multiplication de contenus mensongers sur Twitter et Facebook, favorables au Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, en amont des élections législatives du 9 avril 2019. Ces "milliers" de messages, parfois trompeurs, publiés et partagés quotidiennement proviennent, selon le rapport, d'environ 400 comptes suspects, dont certains semblent pilotés par des humains. M. JUBLIN, « Fake-news ! (4/5) – Fermes à clics, usines à trolls et deep fake : la post-vérité industrialisée », *L'CI*, 5 avril 2019, [en ligne :] <https://www.lci.fr/population/fake-news-4-5-fermes-a-clics-usines-a-trolls-et-micro-ciblage-la-post-verite-industrialisee-2117278.html>, consulté le 19 septembre 2019.

⁷⁰ *Ibid.*

⁷¹ Pawn Storm était déjà accusé d'avoir visé le Parti Démocrate durant la campagne présidentielle d'Hillary Clinton aux États-Unis. RTBF, « La campagne d'Emmanuel Macron cible de cyber-attaques russes », *RTBF*, 25 avril 2017 [en ligne :] https://www.rtb.be/info/monde/detail_la-campagne-d-emmanuel-macron-cible-de-cyber-attaques-russes?id=9589469, consulté le 19 septembre 2019.

⁷² A. GUITON, « En France, une campagne cyber tendue », *Libération*, 17 février 2017, [en ligne :] https://www.liberation.fr/politiques/2017/02/17/en-france-une-campagne-cyber-tendue_1549297, consulté le 19 septembre 2019.

⁷³ M. TUAL, « Macron et l'évasion fiscale : itinéraire d'une rumeur, de 4chan aux plateaux télé », *Le Monde*, 4 mai 2017, [en ligne :] https://www.lemonde.fr/pixels/article/2017/05/04/macron-et-l-evasion-fiscale-itineraire-d-une-rumeur-de-4chan-aux-plateaux-tele_5122473_4408996.html, consulté le 19 septembre 2019.

⁷⁴ Sa conférence de presse E. Macron dénonce, devant Vladimir Poutine, des contrevérités sur sa personne et sa campagne produites par Russia Today et Sputnik qu'il qualifie d'« organes de propagande mensongère ». M. DE BONI, « Devant Poutine, Macron dénonce la "propagande" de médias prorusses », *Le Figaro*, 29 mai 2017, [en ligne :] <http://www.lefigaro.fr/politique/2017/05/29/01002-20170529ARTFIG00274-devant-poutine-macron-denonce-la-propagande-des-medias-pro-russes.php>, consulté le 20 septembre 2019.

à contenus comme l'IRA⁷⁵. Pourtant l'élection d'Emmanuel Macron est l'exemple même qu'une déferlante de fake-news (et de cyberattaques) ne peuvent seules faire gagner un candidat puisqu'il en fut largement plus victime que Marine Le Pen. Au-delà du fait bien sûr qu'Emmanuel Macron se présentait lui aussi en alternative aux partis traditionnels.

Au lendemain de son investiture Emmanuel Macron se démène pour faire passer une loi contre la « manipulation de l'information » en période électorale, qui sera votée après des débats houleux, majorité contre opposition, le 20 novembre 2018.

On y découvre une volonté de mise à contribution des géants du Net, des pouvoirs accrus pour le CSA et une définition d'une « fake-news » : « allégations ou imputations inexactes ou trompeuses d'un fait de nature à altérer la sincérité du scrutin ». L'opposition parlera de risques de restriction de la liberté de la presse et s'inquiète de la procédure de référé qui oblige un juge à se prononcer sur la véracité d'une information en quarante-huit heures.⁷⁶ Ce serait donc aussi faire reposer la véracité d'une info sur le seul juge, avec une définition trop large de la fausse information.

Car tout le problème est là. Comment tirer le vrai du faux rapidement, puisqu'il faut agir vite en pleine campagne électorale, avec des centaines de fausses informations en circulation ? Et à la seconde où la fake-news est lancée, ses dégâts commencent. Selon Mounir Mahjoubi, l'idée de cette loi est surtout de responsabiliser les plateformes et d'empêcher les forces étrangères d'investir dans l'espace médiatique français.⁷⁷

Notons que la tentation de la fausse nouvelle, voire de l'infox, est grande pour tous. En pleine crise des gilets jaunes, et son cortège de fake-news⁷⁸, le ministre de l'Intérieur français Christophe Castaner avait tweeté : « Ici, à la Pitié-Salpêtrière, on a attaqué un hôpital. On a agressé son personnel soignant. »⁷⁹ Cela s'est révélé faux par la suite et il fut accusé d'avoir diffusé une infox et d'avoir ainsi révélé une volonté de dénigrement des gilets jaunes⁸⁰. Personne n'est à l'abri d'une fake-news.

⁷⁵ L'Internet Research Agency (IRA, basée à Saint-Petersbourg) est une organisation russe accusée d'être une usine à propagande au profit du Kremlin. Elle a notamment été très active pendant les présidentielles américaines de 2016. Dans une enquête d'Adrian Chen pour le *New York Times Magazine* de juin 2015, le témoignage d'une ancienne employée évoque 400 personnes regroupées dans une quarantaine de bureaux, écrivant 12 heures par jour des articles et commentaires destinés à « interpréter chaque événement d'une façon glorifiant la politique du gouvernement et de Vladimir Poutine ». M. JUBLIN, *op. cit.*

⁷⁶ LA RÉDACTION DE FRANCE 24, « Ce que contient la loi française contre les fake-news », *France 24*, 21 novembre 2018, [en ligne :] <https://www.france24.com/fr/20181121-loi-contre-fake-news-definitivement-adoptee-macron-election>, consulté le 20 septembre 2019.

⁷⁷ M. MAHJOUBI, entretien avec Nicolas Demorand, *France Inter*, 5 janvier 2018, [en ligne :] <https://www.franceinter.fr/emissions/l-invite-de-8h20/l-invite-de-8h20-05-janvier-2018>.

⁷⁸ L'ONG Avaaz, qui mène des actions de cybermilitantisme, signale dans un rapport, qu'entre novembre 2018 et mars 2019, elle a recensé 105 millions de vues sur Facebook pour une centaine de fausses nouvelles. C. SIMEONE, « Une ONG alerte la France sur l'invasion des fake-news autour de la crise des gilets jaunes », *France Inter*, 22 mai 2019, [en ligne :] <https://www.franceinter.fr/societe/une-ong-alerte-la-france-sur-l-invasion-des-fake-news-autour-de-la-crise-des-gilets-jaunes>, consulté le 20 septembre 2019.

⁷⁹ C. CASTANER, *Twitter*, 1^{er} mai 2019, [en ligne :] <https://twitter.com/ccastaner/status/1123664392011304961?lang=fr>, consulté le 20 septembre 2019.

⁸⁰ L. NADAU, « Fake-news de la Pitié-Salpêtrière : le catastrophique Castaner aggrave son cas », *Marianne*, 3 mai 2019, [en ligne :] <https://www.marianne.net/politique/fake-news-de-la-pitie-salpetriere-castaner-aggrave-son-cas>, consulté le 20 septembre 2019.

« En Allemagne, dès juin 2017, les députés avaient adopté une loi⁸¹ contre la diffusion sur les réseaux sociaux de propos haineux, mais aussi de fausses informations, de propagande terroriste et de pornographie infantile. Les réseaux sociaux comme Facebook risquent une amende allant jusqu'à 50 millions d'euros et leurs dirigeants peuvent écoper d'amendes individuelles de 5 millions d'euros s'ils n'obtempèrent pas en cas de demande de retrait de contenus. Les détracteurs de la loi, à gauche comme à droite, dénoncent un texte liberticide qui aboutit à restreindre la liberté d'expression et à confier aux géants de l'internet le rôle de censeur »⁸².

En Espagne, les autorités ont mis en place un véritable dispositif pour contrecarrer l'afflux de fake-news lors des élections générales du 28 avril 2019, les législatives locales. Une centaine de policiers avaient été spécialement assignés à cette tâche avec pour mission de surveiller les flux et les informations sur internet, en quête de fausses informations, de mensonges, de vérités occultées. Des fausses informations qui ont malgré tout pullulé. Avec le parti Vox, l'extrême droite a fait son entrée en force au Parlement pour la première fois depuis la restauration de la démocratie. Il était, avant les élections et selon les autorités qui ont mis en place le dispositif anti-fake-news, le parti attirant le plus de fausses informations, notamment via ses groupes WhatsApp⁸³.

La Belgique n'est pas non plus à l'abri d'attaques. Exemple, le 29 mars 2019, Russia Today publiait une information selon laquelle Belges et Français préparaient une attaque chimique sous faux drapeau à Idlib en Syrie⁸⁴. Mais il faut reconnaître que ce genre de désinformation venue de l'étranger est plutôt rare chez nous, même en campagne électorale. En interne, la loi belge met quelques limites à la liberté d'expression. L'incitation à la haine ou à la discrimination en fonction de « l'âge, l'orientation sexuelle, l'état civil, la naissance, la fortune, la conviction religieuse ou philosophique, la conviction politique, la langue, l'état de santé actuel ou futur, un handicap, une caractéristique physique ou génétique, l'origine sociale » est illégale⁸⁵. La diffamation, la calomnie ou l'injure sont prohibées ainsi que le négationnisme.

« La responsabilité de déterminer ce qui relève ou non du cadre légal de la liberté d'expression incombe à la Justice et donc in fine aux magistrats. Comme le rappelait l'avocat Alain Berenboom, dans *La Libre Belgique*, c'est donc au cas par cas que sont évalués les dossiers litigieux. « Le juge doit se prononcer sur ce qui relève de la diffamation, de l'injure ou de l'insulte, tout en tenant compte

⁸¹ La loi allemande, l'une des plus strictes en Europe sur le sujet, a été décidée après une accumulation de commentaires haineux sur Internet dans le pays, consécutive à l'arrivée de plus d'un million de migrants en 2015 et 2016. Berlin s'est lassé de constater que les plateformes ne réagissaient pas suffisamment. AFP, « Commentaires haineux : Facebook écope d'une amende de trois millions de dollars », *Radio-Canada*, 2 juillet 2019, [en ligne :] <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1207275/facebook-amende-allemande-commentaires-haineux-europe>, consulté le 21 septembre 2019.

⁸² AFP, « Des lois nouvelles contre les fake-news dans quelques pays », *L'Express*, 13 juillet 2018, [en ligne :] https://lexpansion.lexpress.fr/actualites/1/actualite-economique/des-lois-nouvelles-contre-les-fake-news-dans-quelques-pays_2025267.html, consulté le 21 septembre 2019.

⁸³ LA RÉDACTION DE LCI, « Législatives en Espagne : comment le parti d'extrême droite Vox s'est imposé dans le jeu politique », *LCI*, 28 avril 2019, [en ligne :] <https://www.lci.fr/international/elections-legislatives-en-espagne-vox-le-parti-d-extreme-droite-de-santiago-abascal-qui-espere-creer-la-surprise-pedro-sanchez-2119618.html>, consulté le 21 septembre 2019.

⁸⁴ LA RÉDACTION DE RUSSIA TODAY, « Les services secrets français et belges complotent une attaque chimique sous faux drapeau à Idlib en Syrie - Moscou », *Russia Today*, 29 mars 2019, [en ligne :] <https://www.rt.com/news/455104-syria-france-belgium-chemical-weapon/>, consulté le 21 septembre 2019.

⁸⁵ LA RÉDACTION DE LA RTBF, « Liberté d'expression : quelles sont les limites ? Que dit la loi ? », *RTBF*, 6 janvier 2015, [en ligne :] https://www.rtbf.be/info/societe/detail_liberte-d-expression-queelles-sont-les-limites-que-dit-la-loi?id=8722028, consulté le 20 septembre 2019.

du type de publication incriminée. La même phrase sera différemment perçue selon qu'elle est publiée dans *Le Monde* ou un journal satirique ». Ce sont en effet les mêmes règles qui valent pour tous les supports : journaux d'information, satiriques, livres, émissions de radio, de télé, publications sur la Toile, réseaux sociaux... »⁸⁶.

En 2012 la Cour de cassation a élargi le « délit de presse » aux écrits diffusés sur l'Internet.⁸⁷ Oui mais, comme nous le faisait remarquer François Jongen, professeur à l'UCL et spécialiste en droit des médias, le délit de presse relève de la compétence de la cour d'assises, et donc d'un jury populaire, ce qui est rarissime⁸⁸. Il est vrai qu'en général une personne lésée profite de son droit de réponse. Mais un droit de réponse sur Facebook ne peut avoir le même effet.

La liberté d'expression n'est donc pas absolue et c'est le cas dans beaucoup de pays démocratiques qui garantissent la liberté d'expression, avec des cadres plus ou moins restrictifs.

« Alexander De Croo (en charge de l'agenda numérique dans le précédent gouvernement) a demandé un avis à un groupe d'experts. Leur conclusion est qu'il ne faut pas de législation répressive (ni de censure) mais plutôt de l'éducation aux médias pour permettre aux citoyens de mieux identifier la désinformation »⁸⁹.

« La Belgique, relativement épargnée par le phénomène a, à priori, opté pour le soutien aux initiatives de « fact checking » (vérification de faits). Charles Michel, (lorsqu'il était Premier ministre ndlr), a annoncé, le 9 octobre (2018, ndlr), avoir débloqué un fonds de 1,5 million d'euros en ce sens. Les contours de l'initiative restent néanmoins à définir »⁹⁰

E. USA-Russie, Inter niet !

Si la guerre froide a été un vivier de fake-news, côté américain comme côté russe, l'une d'entre elles est devenue un cas d'école. Dans les années nonante, les archives soviétiques sont révélées au grand public et mettent au jour l'opération Infektion ou opération Denver : « En juillet 1983, le KGB instrumentalise un obscur journal indien de gauche, *Le Patriote*, en y faisant publier une lettre anonyme dont l'auteur est présenté comme un « scientifique américain bien connu ». La lettre prétend que le SIDA a été développé dans un laboratoire secret d'armes biologiques à Fort Detrick, dans le Maryland. C'est faux »⁹¹. Pourtant cette fake-news fera le tour du monde sans même l'aide d'internet.

⁸⁶ LA RÉDACTION DE LA RTBF, « Liberté d'expression : quelles sont les limites ? Que dit la loi ? », *op. cit.*

⁸⁷ Q. VAN ENIS, « Selon la Cour de cassation, des "délits de presse" peuvent également être commis par le biais de l'internet », *Justice en ligne*, 8 mai 2012, [en ligne :] <http://www.justice-en-ligne.be/article443.html>, consulté le 20 septembre 2019.

⁸⁸ F. JONGEN, entretien téléphonique avec l'auteur, 16 juillet 2019.

⁸⁹ J.-C. VERSET, « Les fake-news de 2018 vous ont pris en traître ? Débusquez celles de 2019 », *RTBF*, 28 décembre 2018, [en ligne :] https://www.rtb.be/info/medias/detail_les-fake-news-de-2018-vous-ont-pris-en-traitre-debusquez-celles-de-2019?id=10106830, consulté le 20 septembre 2019.

⁹⁰ P. LALOIX, *op. cit.*

⁹¹ LA RÉDACTION DE CONSPIRACYWATCH, « Guerre froide : quand le KGB fabriquait une rumeur conspirationniste sur le SIDA », *Conspiracywatch*, 3 août 2017, [en ligne :] <https://www.conspiracywatch.info/les-fake-news-russes-fausse-mais-pas-nouvelles.html>, consulté le 19 juillet 2019.

La Russie, a ainsi déjà pu démontrer, sans en avoir le monopole⁹², une certaine maîtrise dans l'art d'influencer l'opinion par le mensonge. Et son président Vladimir Poutine, ancien officier du KGB, semble rompu à l'exercice⁹³.

Récemment encore les États-Unis ont accusé la Russie d'avoir retenté le coup de l'opération Infektion avec le Coronavirus : « Des milliers de comptes liés à la Russie sur Twitter, Facebook et Instagram propagent de la désinformation antiaméricaine sur le nouveau coronavirus apparu en Chine, ont affirmé à l'AFP des responsables américains, provoquant un démenti de Moscou ». « Les théories propagées incluent l'idée que le virus a été créé par les États-Unis pour « faire une guerre économique à la Chine », que c'est une arme biologique inventée par la CIA, ou encore qu'il fait partie d'une stratégie occidentale de "messages anti-Chine" »⁹⁴.

La propagande fait partie de la doctrine politique depuis longtemps et, comme le « disait en 2002 le conseiller de Georges Bush, Karl Rove, au journaliste Ron Suskind lui reprochant d'appartenir encore à la « communauté basée sur la réalité ». « Ce n'est plus de cette manière que le monde marche réellement. Nous sommes un empire maintenant et lorsque nous agissons, nous créons notre propre réalité. Et pendant que vous étudiez cette réalité, judicieusement, comme vous le souhaitez, nous agissons à nouveau et nous créons d'autres réalités nouvelles. Nous sommes les acteurs de l'histoire. » Des propos qui annonçaient déjà Trump. »⁹⁵ Ce dernier a désormais tendance à qualifier tout ce qui ne l'arrange pas de fake-news.

F. Des craintes de désunion européenne

L'Union européenne se sent menacée par les populismes et extrémismes de tout poil et est particulièrement inquiète des ingérences russes.

Pour les élections européennes du 26 mai 2019, pas moins de 28 pays organisaient des élections. Et 28 terrains de cyberguerre potentielle à surveiller ça inquiète. Angus **Ansip**, vice-président de la Commission Européenne, n'a pas hésité à déclarer publiquement « La désinformation fait partie de la doctrine militaire russe et de sa stratégie visant à diviser et à affaiblir l'Occident. La Russie consacre 1,1 milliard d'euros par an aux médias favorables au Kremlin ». À la veille des élections la Commission a annoncé qu'elle augmenterait le budget alloué à la détection des informations erronées de 2 à 5 millions d'euros et qu'elle mettrait en place un système d'alerte rapide pour aider les États membres de l'UE à reconnaître les campagnes de désinformation.

⁹² Du côté des États-Unis, par exemple, avec l'affirmation que l'Irak possédait des armes de destruction massive en 2002, affirmation qui s'est révélée infondée, qui a servi de justification à la guerre d'Irak de 2003. Côté chinois, la fausse propagande fréquente. Fin 2019 par exemple, malgré une fuite de documents importante, la Chine continuait à nier le sort réservé à la minorité ouïgoure dans le Xinjiang et qualifiait les révélations récentes de « fake-news » et de « pure invention ».

⁹³ R. REICHSTADT, « Fake-news : une guerre du XXI^e siècle ? - Les Experts du Dessous des cartes », *Arte*, 9 octobre 2019, [en ligne :] <https://www.youtube.com/watch?v=QZi9NkDOoTg>, consulté le 16 décembre 2019.

⁹⁴ S. TANDON et A. MACMILLAN, « Coronavirus: les États-Unis accusent la Russie de désinformation en ligne », *AFP*, 23 février 2020, [en ligne :] <https://www.ledroit.com/actualites/monde/coronavirus-les-etats-unis-accusent-la-russie-de-desinformation-en-ligne-0753498a92a96735ea7eb6ba7a1ab2c3>, consulté le 17 mars 2020.

⁹⁵ G. DUPLAT, « Le jour où les fake-news auront gagné », *La Libre Belgique*, 22 janvier 2020.

Les craintes de l'Europe pour ses élections sont accentuées par un certain Steve **Bannon**, ex Cambridge Analytica, qui ne cachait pas ses ambitions d'une « Internationale des populismes » encouragé par son association « The Movement » soutenant publiquement Matteo Salvini en Italie, Marine Le Pen en France, Nigel Farage en GB, Viktor Orban en Hongrie ou encore le Belang et le PP en Belgique.⁹⁶

La montée des populismes et extrémismes a également fait craindre à l'Union européenne un déferlement de fake-news virulentes et une campagne de désinformation massive.

En juin 2015, l'Europe et les États-Unis avaient bien tenté d'amadouer les géants du Net (Facebook, Google, Apple en tête) pour qu'ils laissent des « portes ouvertes » – les fameuses « backdoors » – dans leurs logiciels, afin de pouvoir mettre le nez dans leurs flots de conversations à moindre frais : refus ferme des concernés, au nom de la liberté et du respect des échanges privés.⁹⁷

Les choses vont donc évoluer lentement :

- Du côté de Facebook, Marck Zuckerberg a été un peu plus secoué que les autres après le scandale Cambridge Analytica qui l'a conduit à présenter ses excuses devant pas mal de monde, à commencer par le Congrès Américain. Déjà, le 22 septembre 2017, il avait annoncé que Facebook mettait fin au système des Dark-Ads.

À la veille des élections européennes de 2019, Facebook, le principal réseau de fake-news, ambitionnait donc de ne plus être montré du doigt après des élections et a fait des efforts, en ce compris sur Instagram qui lui appartient aussi.

De son côté, l'UE a demandé aux plateformes Facebook, Google, Twitter de lui rendre compte, tous les mois, de ce qui était fait sur leur plateforme pour lutter contre les fake-news qui circulent via les publicités politiques et les campagnes de désinformation.

Facebook a donc annoncé cinq grands plans d'action⁹⁸ :

1. Il contrôle mieux les publicités politiques. Pour en faire sur Facebook en campagne électorale, il faut remplir plusieurs conditions comme s'enregistrer sur Facebook, donner sa vraie identité et être domicilié dans le pays où l'annonce est publiée. Pour les organisations ou les partis politiques il faut en plus donner une adresse mail, un nom de domaine, un numéro de téléphone et une adresse physique. Mais tout cela dans une élection européenne à 28 pays, ces filtres semblent inutiles.
2. L'internaute pourra savoir qui se cache derrière les publicités politiques.
3. Facebook a créé une bibliothèque publicitaire, un moteur de recherche qui répertorie toutes les publicités diffusées sur Facebook. Afin de savoir

⁹⁶ L'homme inquiète d'autant plus qu'on l'a vu en photo avec un des fils de Jair Bolsonaro avant les présidentielles brésiliennes. Dans le magazine brésilien Epoca, Eduardo Bolsonaro révèle que Steve Bannon « souhaite aider » son père, et que « Son soutien consiste en des astuces web, peut-être une analyse, une interprétation de données, des choses de ce genre. » E. BRESCIANI, « Le fils de Bolsonaro dit que le responsable du marketing de Trump aidera son père », Época, 9 août 2018, [en ligne :] <https://epoca.globo.com/filho-de-bolsonaro-diz-que-marqueteiro-de-trump-vai-ajudar-seu-pai-22963441>, consulté le 26 septembre 2019.

⁹⁷ J.-B. ROCH, « Contrôler WhatsApp et autres messageries cryptées, le faux débat », *Télérama*, 20 novembre 2015, mis à jour le 1^{er} février 2018, [en ligne :] <https://www.telerama.fr/medias/controler-whatsapp-et-autres-messageries-cryptees-le-faux-debat,134464.php>, consulté le 30 août 2019.

⁹⁸ A.-L. THOMINE, *op. cit.*

combien de fois une publicité a été vue, par qui, dans quel pays et combien la publicité a coûté. Peut mieux faire, la Commission souhaite que la bibliothèque soit plus exhaustive.

4. Facebook s'est associé aux journalistes spécialisés dans le fact checking (vérification des faits) comme « Les décodeurs » du Monde, « Checknews » pour Libération, « AFP Factuel » ou encore « Les Observateurs » de France 24. En tout 21 partenaires peuvent ainsi travailler dans 14 langues. Ils sont payés par Facebook mais travaillent en toute indépendance.
5. La « War Room » inaugurée à Dublin⁹⁹. Une cellule de vérification mise en place expressément pour les élections européennes qui traque la désinformation, élimine les faux comptes et les contenus haineux. Pour ce travail titanesque, 40 personnes (scientifiques, ingénieurs, experts en sécurité...) devaient vérifier en temps réels les abus signalés par des logiciels ou des individus.

Mais selon Richard Allan, un des responsables européens de Facebook, « Ces changements ne vont pas empêcher totalement les abus. Nous sommes confrontés à des adversaires malins, créatifs et bien financés, qui changent de tactique quand nous détectons leurs agissements. Mais nous pensons qu'ils aideront à éviter des ingérences sur Facebook lors des élections ».¹⁰⁰

- Twitter a suivi quasi les mêmes règles que Facebook avec une banque de données des publicités également. Le réseau social de microblogage lutte aussi contre les comptes robots (comptes créés par des programmes informatiques) ou inactifs et a ainsi supprimé 1,4 millions de compte dans le monde en 2018.
- Google, très concerné par les publicités politiques via Google-Ads, a lancé pour les élections européennes un processus de vérification interne avec son répertoire des annonces publicitaires.
- Youtube (propriété de Google) a supprimé de nombreuses chaînes qui distribuaient de fausses informations ou les a au moins retirées des recommandations automatiques.

Parmi les diverses mesures préventives prises par l'Union européenne, un « système d'alerte rapide » a été instauré pour permettre une plus grande coopération entre les autorités des 28 et les instances européennes. Et une cellule d'une quinzaine de personnes a été montée au sein du Service européen pour l'action extérieure (SEAE), pour veiller au grain et informer la population des risques d'ingérence.

Résultats des courses :

Aucun tsunami de fakes n'a finalement été observé, hormis les classiques campagnes anti-institutionnelles et/ou anti-immigrations. « Les pays ciblés furent les pays baltes, la Roumanie, la France, l'Allemagne, mais aussi le Royaume-Uni et dernièrement l'Italie », mais dans tous les cas, aucun ne remplissait les critères

⁹⁹ H. GRAND, *op. cit.*

¹⁰⁰ AFP, « Facebook déploie son dispositif anti-ingérence pour les élections européennes », *Le Temps*, 29 mars 2019, [en ligne :] <https://www.letemps.ch/monde/facebook-deploie-dispositif-antiingerence-elections-europeennes>, consulté le 20 septembre 2019.

de déclenchement d'une alerte, telle qu'une « campagne clairement coordonnée visant à décourager le vote d'une catégorie d'électeurs », souligne un responsable européen »¹⁰¹.

Steve Bannon a dû déchanter car au-delà des divergences entre les forces d'extrême droite européenne, il va aussi découvrir les structures et les traditions politiques complètement différentes des 28 États membres. Sans parler des législations électorales moins permissives qu'aux États-Unis. Parmi les treize partis que Steve Bannon a approchés, neuf ne peuvent bénéficier d'un financement étranger pendant la campagne, rapporte le Guardian¹⁰². Et pour ce qui est d'utiliser les données des utilisateurs européens afin de prédire et d'influencer leur vote, il confirme au Guardian avoir dû réorienter son projet : « Nous ne faisons pas de sondages ou de "war room", car nos avocats nous ont dit que cela n'était pas légal dans plusieurs pays. Nous faisons des ateliers, des conférences, nous parlons avec des gens partageant les mêmes idées. »¹⁰³

Ces élections possédaient, il est vrai, des spécificités propres :

- Ce sont des élections à la proportionnelle, ce qui diminue l'influence des puissances nationales, car les gens ont tendance à voter pour la liste la plus proche de leurs idées. Cela rend les questions en jeu plus complexes, ce qui peut réduire l'impact de la désinformation.
- Les électeurs connaissent moins des candidats charismatiques dans des élections moins axées sur les gens et plus sur les partis/idées.
- Les élections se déroulent simultanément dans 28 pays et 26 langues. Les questions en débat sont très différentes d'un pays à l'autre ce qui réduit le risque d'ingérence des acteurs dans le processus.
- Il n'y a pas beaucoup d'intérêt pour les élections européennes, par opposition aux élections nationales.

Dans quelques pays européens, les extrémismes et populismes ont utilisé leur plus important, voire seul, terrain de propagande : les réseaux sociaux. La correspondante pour France 24 en Italie écrivait quelques semaines avant les élections européennes de 2019 : « En Italie, les "fake-news" ont eu davantage de visibilité que les "vraies" informations selon l'autorité de régulation de l'information (AGCOM) ». ¹⁰⁴ Soulignant l'exemple de cette vidéo montrant soi-disant des migrants en train de vandaliser une voiture de carabinieri qui a été vue près de 10 millions de fois sur une page de soutien au leader de la Ligue Matteo Salvini. Il s'agissait en fait d'un extrait de film de fiction. ¹⁰⁵ Dans la Botte, Facebook a dû fermer 23 pages à caractère haineux sur son site pendant la campagne.

¹⁰¹ AFP, « Les élections européennes n'inspirent guère les semeurs d'infox », *La Libre Belgique*, 21 mai 2019, [en ligne :] <https://www.lalibre.be/actu/international/les-elections-europeennes-n-inspirent-guere-les-semeurs-d-infox-5ce3c79dd8ad58072ab77fd5>, consulté le 20 septembre 2019.

¹⁰² P. LEWIS ET J. RANKIN, « L'opération d'extrême droite en Europe de Steve Bannon minée par les lois électorales », *The Guardian*, 21 novembre 2018, [en ligne :] <https://www.theguardian.com/world/2018/nov/21/steve-bannons-rightwing-europe-operation-undermined-by-election-laws>, consulté le 8 juillet 2019.

¹⁰³ M. BOTHOREL et V. PASQUESOONE, « Européennes : à quoi joue Steve Bannon, l'ancien conseiller de Donald Trump, avec The Movement ? », *France Télévisions*, 20 mai 2019, [en ligne :] https://www.francetvinfo.fr/monde/usa/presidentielle/donald-trump/enquete-franceinfo-europeennes-a-quoi-joue-steve-bannon-lancien-conseiller-de-donald-trump-avec-the-movement_3273117.html, consulté le 8 juillet 2019.

¹⁰⁴ FRANCE 24, « Italie : ces "fake-news" qui parasitent la campagne des Européennes », *France 24*, 22 mai 2019, [en ligne :] <https://www.france24.com/fr/20190522-italie-europeennes-fake-news-infox-ligue-salvini-migrants-facebook>, consulté le 8 juillet 2019.

¹⁰⁵ FRANCE 24, « Italie : ces "fake-news" qui parasitent la campagne des Européennes », *Youtube*, 22 mai 2019, [en ligne :] <https://youtu.be/lk5VNZA49WI>, consulté le 8 juillet 2019.

En Belgique, le parti d'extrême droite flamand, le Vlaamse Belang, a fait une percée inattendue avec 18,5 % des voix en Région flamande¹⁰⁶ et 11,68 % au niveau européen¹⁰⁷. Même son président s'est dit surpris par ce résultat¹⁰⁸. Et là encore force est de constater l'utilisation importante des réseaux sociaux. Dans son rapport sur la publicité électorale (rapport de la bibliothèque publicitaire), Facebook souligne que le Belang est le plus gros investisseur dans la publicité électorale belge sur son réseau avec près de 400 000 euros (somme qui ne compte pas celles investies par les candidats eux-mêmes) investis en trois mois, soit la moitié de l'investissement total des partis flamands pendant la campagne. 125 000 euros ont été dépensés sur les sept derniers jours.

Nicolas Vanderbiest souligne l'absence de la pluralité des discours sur les réseaux sociaux. « Beaucoup de gens ne s'informent plus que sur les réseaux sociaux et se retrouvent face à un seul¹⁰⁹ discours, celui du Belang. Leur discours simpliste et efficace ne fait face à aucun autre discours politique au vu de l'absence des autres partis sur ces médias »¹¹⁰.

En Belgique, l'utilisation anecdotique des réseaux sociaux par les partis traditionnels a laissé la place à une campagne très peu agressive comparée à l'Espagne ou à l'Italie.¹¹¹ Le Belang semble avoir beaucoup séduit les 18-24 ans tentés, selon une étude¹¹², par un pouvoir fort, par ses jeunes nouveaux dirigeants et bien sûr par l'utilisation du langage digital. Leur campagne anti-immigration et antisystème est également amplifiée, grâce aux plateformes et aux bulles informationnelles, par celle des partis populistes européens. « Ils sont aidés par les algorithmes de Facebook qui font en sorte que les personnes qui "suivent" ce type de contenus extrêmes vont tendre à être enfermées dans une bulle. Ils vont voir du contenu qui s'inscrit seulement dans le même corpus idéologique, renforçant ainsi leur vision que c'est la bonne option politique », décrypte Émilien Paulis, politologue à l'ULB.¹¹³

Il y aura même une vidéo de Marine Le Pen appelant à voter Belang et au réveil des peuples souverains en Europe.¹¹⁴

Ne négligeons cependant pas l'impact des campagnes auprès des pensionnés, comme par exemple ce chiffre qui surestimait le coût d'un demandeur d'asile pour le comparer à une petite pension d'une brave mamie flamande.

¹⁰⁶ AGENCE BELGA, « Élections 2019 - Le président du Belang veut tout faire pour briser le cordon », *RTL-TVI*, 27 mai 2019, [en ligne :] <https://www.rtl.be/info/belgique/politique/elections-2019-le-president-du-belang-veut-tout-faire-pour-briser-le-cordon-1127859.aspx>, consulté le 8 juillet 2019.

¹⁰⁷ PARLEMENT EUROPÉEN, « Résultats par parti national: 2019-2024, Belgique - Résultats officiels », *Parlement européen*, 14 juin 2019, [en ligne :] <https://europarl.europa.eu/election-results-2019/fr/resultats-nationaux/belgique/2019-2024>, consulté le 16 avril 2020.

¹⁰⁸ AGENCE BELGA, « Élections 2019 - Le président du Belang veut tout faire pour briser le cordon », *op. cit.*

¹⁰⁹ En comparaison la NVA a dépensé près de 170 000 euros et côté francophone le Ps est à 38 000 euros, le cdH à 24 000 euros, le MR à 15 500 euros, Ecolo à 6 600 euros et le PTB à un peu plus de 2 500 euros. Côté francophone le peu d'investissement dans les réseaux sociaux n'a pas amené de grosses surprises.

¹¹⁰ N. VANDERBIEST, entretien téléphonique avec l'auteur, Bruxelles, 8 juillet 2019.

¹¹¹ Les thématiques du Belang tournaient autour de l'immigration et de la sécurité avec des fakes « classiques » pour l'extrême droite

¹¹² J. AZAR, « Le Belang séduit la jeunesse flamande, et plus particulièrement les garçons », *RTBF*, 22 mai 2019, [en ligne :] https://www.rtf.be/info/article/detail_le-belang-seduit-la-jeunesse-flamande-et-plus-particulierement-les-garcons-joyce-azar?id=10227032, consulté le 8 juillet 2019.

¹¹³ LE SOIR, « Le Vlaams Belang a dépensé 400 000 euros en campagnes de publicité sur Facebook », *Le Soir*, mis en ligne le 27 mai 2019, [en ligne :] <https://www.lesoir.be/227227/article/2019-05-27/le-vlaams-belang-depense-400000-euros-en-campagnes-de-publicite-sur-facebook>, consulté le 9 juillet 2019.

¹¹⁴ VLAAMS BELANG, « Marine Le Pen heeft een boodschap voor ons », *Facebook*, 5 mai 2019, [en ligne :] <https://www.facebook.com/vlbelang/videos/283210902617068/?v=283210902617068>, consulté le 10 juillet 2019.

Chiffre démenti pas les factcheckers du magazine Knack mais largement diffusé sur Facebook, réseau très utilisé par les plus âgés. On estime qu'en 2020 le nombre de plus de 65 ans atteindra 21 % des Flamands.

IV. QUELLES SOLUTIONS

A. Faire filtrer les infos par les GAFAM ?

1. Actuellement

Cette régulation des fake-news se fait au compte-gouttes avec des états et des plateformes qui se renvoient souvent la balle. Les avancées majeures se font malheureusement souvent suite à un scandale soulignant les failles des plateformes internet, à l'instar du pape du complotisme Alex Jones, exclu de Facebook, Twitter et Google. Il avait prétendu, sur sa chaîne Youtube très regardée, que la fusillade dans l'école primaire Sandy Hook en 2012, qui avait fait 26 morts dont 20 enfants, était une mise en scène. Cela avait notamment entraîné des harcèlements de parents en deuil par certains fans de Jones. L'histoire avait ému l'Amérique. Des parents avaient attaqué en justice Alex Jones et obtenu gain de cause invoquant le fait que celui-ci n'avait pas respecté le premier amendement, le free speech, ayant menti en connaissance de cause. La notion d'intention de nuire a donc été prise en compte.

D'autres extrémistes sont aussi petit à petit exclus. Des suprématistes blancs, notamment suite à la fusillade de Christchurch en Nouvelle-Zélande¹¹⁵, des antisémites, des pronazis... mais cela se fait au compte-gouttes et pour des cas extrêmes.

Facebook a instauré une catégorie « individus et organismes dangereux » définie comme suit : « afin d'éviter et d'empêcher toute nuisance et tout danger dans le monde réel, les organisations ou individus impliqués dans les activités suivantes ne sont pas les bienvenus sur Facebook : les activités terroristes, la haine organisée, les meurtres de masse ou en série, la traite des personnes, la violence ou les activités criminelles organisées ». ¹¹⁶ Mars 2019, Facebook Inc. a supprimé un réseau de médias sociaux aux Philippines pour son « comportement inauthentique coordonné » et a pris la décision inhabituelle de le relier à un homme d'affaires qui a déclaré avoir dirigé la campagne électorale en ligne du président en 2016.

Facebook a déclaré qu'il avait supprimé les pages et les comptes « en fonction de leur comportement, pas du contenu qu'ils ont publié ». ¹¹⁷

¹¹⁵ Les attentats de Christchurch sont une série d'attaques terroristes d'extrême droite commises le 15 mars 2019 par Brenton Tarrant, suprémaciste blanc, contre deux mosquées de la ville de Christchurch, en Nouvelle-Zélande, et qui ont fait 51 morts et 49 blessés. Le fait que Facebook Live ait permis de suivre les massacres en direct a ému le monde entier. Sans parler du fait que la vidéo a été repostée et vue par des centaines voire des millions de personnes sur Facebook, Twitter, Youtube...

¹¹⁶ L'EXPRESS.FR avec AFP, « Facebook bannit définitivement des figures extrémistes "dangereuses" », *L'Express*, 3 mai 2019, [en ligne :] https://www.lexpress.fr/actualite/societe/facebook-bannit-definitivement-des-figures-extremistes-dangereuses_2076064.html, consulté le 26 septembre 2019.

¹¹⁷ G. JUNEJA et K. LEMA, « Facebook supprime un réseau en ligne aux Philippines pour "comportement inauthentique" », *Reuter*, 29 mars 2019, [en ligne :] <https://www.reuters.com/article/us-facebook-fake-accounts/facebook-removes-online-network-in-philippines-over-inauthentic-behavior-idUSKCN1RAOCO>, consulté le 26 septembre 2019.

2. Demain

Facebook tente de favoriser une ambiance moins agressive et de restaurer la confiance avec les utilisateurs et les autorités sur toutes ses plateformes. Le géant des réseaux sociaux a ainsi mis en place un programme de vérification des informations douteuses (*fact-checking*) sur son principal réseau et sur Instagram, très populaire chez les jeunes, avec l'aide de tiers, principalement des organes de presse. Mais le site a précisé que cela ne s'appliquait pas aux personnalités politiques se justifiant comme suit : « Notre approche repose sur la croyance fondamentale de Facebook en la liberté d'expression et le respect du processus démocratique. Nous sommes également convaincus que les discours politiques sont ceux qui sont le plus analysés, en particulier dans les démocraties matures où la liberté de la presse est appliquée. Ainsi, nous considérons qu'en limitant les discours politiques, nous limiterions également l'accès à l'information du public, qui serait moins au courant des propos des élu(e)s. Les personnalités politiques seraient alors moins responsables de leurs déclarations. »¹¹⁸ Difficile de s'immiscer effectivement dans un discours politique pour le réseau social, déjà accusé à de multiples reprises d'être pro-démocrate.

De son côté Twitter est « en train de chercher le meilleur moyen de combattre la désinformation propagée par des personnalités publiques. Parmi les pistes explorées, mais pas encore validées : signaler de manière très visuelle les messages trompeurs. Un document obtenu par NBC montre ainsi un tweet de Bernie Sanders affirmant que 40 % des armes à feu vendues aux États-Unis le sont sans vérification des antécédents de l'acheteur. Juste en dessus, un vaste espace coloré en orange vif indique que ce message est « dangereusement trompeur »¹¹⁹. Il est suivi par des tweets issus de journalistes expliquant que la donnée citée par l'homme politique américain est erronée, et que le véritable chiffre est deux fois moins élevé. Le tout est complété par des liens vers des articles de presse, ou des recherches universitaires »¹²⁰. Mais il ne s'agit encore que de pistes de solution car le principe reste contournable. Il serait facile pour des trolls par exemple d'inonder d'alertes et de fausses informations ces vérificateurs, voire de les discréditer. D'autant que la méfiance à l'égard des élites et des pouvoirs, en ce compris le quatrième (la presse), reste importante et que les réponses apportées par des journalistes à un problème complexe peuvent ne pas faire le poids face à des réponses simplistes, comme ce fut le cas lors du référendum sur le Brexit.

Par ailleurs la gestion des données par les GAFAM se fait via des algorithmes, une intelligence artificielle qui s'affine très lentement. La difficulté de censurer un discours algorithmiquement est souvent mise en comparaison avec la récurrence des suppressions d'images par Facebook. Après la censure du fameux tableau de Courbet, *L'origine du monde*, France info titrait : « Facebook ne

¹¹⁸ FACEBOOK, « Vérification des informations sur Facebook : ce que les éditeurs doivent savoir », *Facebook Business*, [en ligne :] <https://www.facebook.com/help/publisher/182222309230722>, consulté le 18 décembre 2019.

¹¹⁹ Soulignons que le lundi 9 mars 2020, Twitter et Facebook ont signalé comme « fausse » une vidéo partagée par le président des États-Unis, dans le cadre de leurs mesures contre la désinformation. Sur les images, on pouvait voir Joe Biden, candidat à l'investiture démocrate, appelant à voter pour le président américain.

¹²⁰ C. WOITIER, « Twitter cherche à combattre la désinformation véhiculée par des personnalités publiques », *Le Figaro*, le 21 février 2020, [en ligne :] <https://www.lefigaro.fr/secteur/high-tech/twitter-cherche-a-combattre-la-desinformation-vehiculee-par-des-personnalites-publiques-20200221>, consulté le 2 mars 2019.

fait pas la différence entre de la nudité, de la pornographie et une œuvre d'art. »¹²¹ En 2018 c'est un reportage du *New York Times* « La Tragédie de la guerre menée au Yémen par l'Arabie Saoudite »¹²² accompagné de photographies d'enfants squelettiques, victimes d'une famine qui ronge le pays. L'article avait fait la Une du quotidien américain pourtant les internautes qui l'avaient partagé ont vu leur publication supprimée avec pour justification : « Sur Facebook, nous n'acceptons aucune offre de services sexuels, de sollicitation de matériel sexuel, de menaces ou de représentations de violence sexuelle, de menaces de partage d'images intimes ou de tout contenu sexuel impliquant des mineurs ». ¹²³ Le réseau social a confondu des images d'enfants mourants avec du contenu pédopornographique. Après avoir reçu de nombreuses plaintes, Facebook a restauré les publications supprimées, dont celle du *New York Times* lui-même. « Nous n'autorisons pas la diffusion d'images d'enfants nus sur Facebook, mais nous savons que cette photo est un symbole mondial », a assuré une porte-parole de l'entreprise californienne. De fait, les algorithmes analysent plus facilement des photos de nus que des discours extrémistes.

Les plateformes ne peuvent gérer leurs milliards de nouvelles données quotidiennes qu'avec ces algorithmes. Les remplacer par des humains leur coûterait une fortune en salaires et en temps. Il est donc difficile d'imaginer une solution autre que technique et/ou ponctuelle de leur part.

En juin 2019, Mark Zuckerberg a d'ailleurs annoncé la couleur estimant que « l'absence de réponse des autorités américaines après les manipulations politiques étrangères via Facebook en 2016 avait ouvert la voie à l'avalanche de campagnes similaires observée depuis. Il en appelle aux « échelons supérieurs » pour dissuader les pays de manipuler les opinions publiques. Très critiqué pour avoir totalement sous-estimé les campagnes de manipulation de l'opinion publique américaine lors de l'élection présidentielle et confronté depuis à des actions similaires quasiment en permanence, le jeune patron a appelé une nouvelle fois les gouvernements à davantage de régulation sur les données privées, les publicités politiques, les ingérences étrangères dans les élections, etc.

Mais il est allé plus loin cette fois, accusant les autorités américaines d'être en partie responsables de la situation actuelle, où se multiplient dans différentes régions du monde les campagnes de désinformation orchestrées depuis différents pays, à commencer, selon Facebook et le renseignement américain, par la Russie. Moscou a toujours démenti ces allégations. « Nous n'avons pas les moyens d'arrêter (les actions du) gouvernement russe » alors que « notre gouvernement est celui qui a les outils pour faire pression sur la Russie, pas nous », a-t-il notamment argumenté lors d'une conférence à Aspen, dans le Colorado (centre) »¹²⁴.

¹²¹ M. MONDOLONI, « Facebook et "L'origine du monde" : "Facebook ne fait pas la différence entre de la nudité, de la pornographie et une œuvre d'art" », *Franceinfo*, 2 février 2018, [en ligne :] https://www.francetvinfo.fr/internet/reseaux-sociaux/facebook/facebook-et-l-origine-du-monde-facebook-ne-fait-pas-la-difference-entre-de-la-nudite-de-la-pornographie-et-une-oeuvre-d-art_2589014.html, consulté le 25 septembre 2019.

¹²² D. WALSH, « La tragédie de la guerre d'Arabie Saoudite », *The New-York Times*, 26 octobre 2018, [en ligne :] <https://www.nytimes.com/interactive/2018/10/26/world/middleeast/saudi-arabia-war-yemen.html>, consulté le 25 septembre 2019.

¹²³ N. JADOULE, « Censure et propagande : Facebook est-il en train de perdre le contrôle ? », *Moustique*, 12 novembre 2018, [en ligne :] <https://www.moustique.be/22255/censure-et-propagande-facebook-est-il-en-train-de-perdre-le-controle>, consulté le 30 septembre 2019.

¹²⁴ AFP, « Campagnes de manipulation : Zuckerberg s'en prend aux autorités américaines », *La Libre ECO*, 27 juin 2019, [en ligne :] <https://www.lalibre.be/economie/digital/campagnes-de-manipulation-zuckerberg-s-en-prend-aux-autorites-americales-5d144f46d8ad5815cb43b72f>, consulté le 7 janvier 2020.

Notons que les GAFAM semblent difficiles à attaquer aux États-Unis, pays aux lois devant lesquelles ils doivent répondre. Ainsi aucune sanction sévère ne sera prise par le Congrès envers Facebook après l'affaire Cambridge Analytica. Le documentaire « Apple, Google, Facebook... Les nouveaux maîtres du monde », diffusé sur France 2 fin 2018, avance même deux théories pour l'expliquer :

1. « Sur les 40 sénateurs qui interrogent Zuckerberg ce jour-là, ils sont 35 à avoir touché de l'argent de Facebook. Plus de 11 millions de dollars ont été dépensés en lobbying par la firme en 2017 pour s'attirer les faveurs des législateurs et éviter tout risque de régulations »
2. « L'intérêt stratégique que représentent les GAFAM pour les États-Unis, inquiets de voir les BATX¹²⁵, les nouveaux géants chinois, faire de l'ombre aux « maîtres du monde » ». Pas question d'affaiblir l'hégémonie américaine.

Quoi qu'il en soit, le documentaire soulignait combien les géants du net étaient difficiles à réprimander aux USA. Autre exemple avec le SOPA, le Stop Online Piracy Act (SOPA), une proposition de loi déposée à la Chambre des représentants des États-Unis, par le représentant républicain Lamar S. Smith, le 26 octobre 2011. Le SOPA visait à élargir les capacités d'application du droit d'auteur et des ayants droit pour lutter contre sa violation en ligne et les contrefaçons. De nombreux acteurs du web appellent à la manifestation soulignant des mesures susceptibles de porter atteinte à la liberté d'expression en ligne. Sur la page Google, un bandeau noir cachant son logo sera vu 1,8 milliards de fois. Le chiffre est stratosphérique. Bien sûr les pétitions ont fusé et la proposition de loi ne verra jamais le jour.

Par ailleurs, une législation contraignante des états, nous l'avons vu avec l'Allemagne, donnerait un rôle de censeur à des entreprises américaines, ce qui est jouer avec les libertés d'expression nationales. Et en ce qui concerne l'Union européenne, toute législation prend du temps. Il aura fallu six ans et 4 000 demandes d'amendement pour qu'entre en vigueur le RGPD. Un Règlement Général de Protection des Données, qui permet désormais aux internautes d'éviter la fuite incontrôlée de données personnelles pouvant éventuellement amener à des manipulations électorales, à l'instar de ce qu'a fait Cambridge Analytica. Mais le vol de données reste toutefois possible. Qu'il soit effectué depuis l'étranger ou depuis l'intérieur même d'une grosse entreprise pour les vendre¹²⁶. En 2018 un ou plusieurs hackers ont ainsi volé environ 620 millions de comptes sur des plateformes variées. Leurs identifiants et leurs mots de passe ont été mis en vente pour l'équivalent de 20 000 euros.¹²⁷ Il faudrait donc pouvoir également fournir l'origine des données personnelles acquises par une entreprise.

¹²⁵ Les géants du Web chinois : Baidu, Alibaba, Tencent et Xiaomi.

¹²⁶ Un employé de la banque Desjardins, au Québec, a ainsi mis la main et diffusé les informations privées de 2,9 millions de clients, [en ligne :] <https://www.zataz.com/les-donnees-personnelles-29-millions-de-clients-desjardins-pirates/>, consulté le 18 décembre 2019.

¹²⁷ LE MONDE, « Piratage : les données volées de 620 millions de comptes sur une dizaine de sites mises en vente », *Le Monde*, 13 février 2019, [en ligne :] https://www.lemonde.fr/pixels/article/2019/02/13/piratage-les-donnees-volees-de-620-millions-de-comptes-sur-une-dizaine-de-sites-mises-en-vente_5422910_4408996.html, consulté le 18 décembre 2019.

Le Parlement européen a d'ailleurs compris l'importance de la communication sur les réseaux sociaux. Il a notamment réalisé un clip de campagne¹²⁸ qui a atteint 75 millions de vues¹²⁹, « un chiffre sans précédent pour une campagne institutionnelle », selon ses services. Éduquer et communiquer semblent être désormais des chevaux de bataille essentiels pour les institutions européennes.

Nous n'avons même pas encore parlé de WhatsApp qui n'est pas un réseau social mais un service de messagerie encore plus complexe à filtrer puisque crypté et dont le propriétaire, Facebook, n'aurait pas accès au contenu des messages. C'est WhatsApp qui le dit lui-même sur son site : « Le chiffrement de bout en bout de WhatsApp garantit que seul(e)s vous et la personne avec qui vous communiquez, pouvez lire ce qui est envoyé ; il n'y a donc pas d'intermédiaires, pas même WhatsApp »¹³⁰.

Au Brésil, par exemple, Facebook avait déjà mis en place une « war room » pour les élections présidentielles d'octobre 2018. Elle était censée limiter les manipulations de l'opinion lors de l'élection mais n'avait pas pu empêcher une gigantesque campagne de désinformation sur WhatsApp.

Difficile donc d'imaginer une régulation rapide et efficace et d'envisager l'appliquer à tous les réseaux sociaux actuels et à ceux en passe d'être inventés.

B. Résistances privées et/ou citoyennes

1. Le citoyen

Le citoyen est responsable, à son niveau, du partage d'une fake-news. Avec le système de référencement de Google, une infox ultra partagée a ainsi des chances de se retrouver en première page des recherches devant de vraies informations. Chacun d'entre nous peut ainsi donner du crédit à une infox, parfois même sans en avoir lu le contenu. C'est donc un devoir civique d'en être conscient et de vérifier les informations avant de les partager. Multiplier les points de vue et se poser les questions utiles est d'autant plus important que beaucoup de citoyens se méfient désormais des « vérités officielles », propagées par les élites et les médias. C'est quelque chose que nous constatons chaque année lors des ateliers en éducation permanente du CPCP. Exemple dans une maison de jeunes bruxelloises, en 2019, où la majorité des participants étaient incrédules quand un journaliste, venu répondre à leurs questions, affirmait que des politiques et/ou des grands patrons ne lui dictaient pas quoi mettre dans ses articles et reportages. En janvier 2020, dans un atelier en éducation permanente, deux participants nous disaient toute leur méfiance vis-à-vis des médias classiques, les jugeant menteurs et indignes de toute confiance. Une heure plus tard, ils affirmaient que les Chinois mangeaient des enfants car ils l'avaient vu sur internet.

¹²⁸ F. PLANCHON (réalisation), « European Elections 2019 – official clip "Choose your Future" », *European Parliament*, 7 avril 2019, [en ligne :] https://multimedia.europarl.europa.eu/en/european-elections-2019-official-clip-choose-your-future-hero_I171941-V_v, consulté le 18 juillet 2019.

¹²⁹ S. KAKON, « Élections européennes : 75 millions de vues pour le clip de campagne du Parlement », *Toute l'Europe.eu*, 3 mai 2019, [en ligne :] <https://www.touteleurope.eu/actualite/elections-europeennes-75-millions-de-vues-pour-le-clip-de-campagne-du-parlement.html>, consulté le 18 juillet 2019.

¹³⁰ WHATSAPP, « Chiffrement de bout en bout », *Whatsapp*, [en ligne :] <https://faq.whatsapp.com/fr/android/28030015>, consulté le 18 décembre 2019.

Il est donc essentiel d'amener le citoyen à un esprit critique autonome et à une responsabilité civique moderne, et pas seulement dans les classes populaires car il existe des infox de tout type jouant sur les peurs et les croyances de chacun.

2. Des groupes de citoyens comme les *sleeping giants*

Au lendemain des élections américaines de 2016, un collectif de citoyens, veut contrer le site extrémiste « Breitbart » qui a porté la candidature de Trump. Appelés *sleeping giants*, ils s'attaquent au financement du site, en interpellant les annonceurs sur les réseaux sociaux. Ces annonceurs ne savent pas sur quels sites est précisément diffusée leur publicité. Les « *sleeping giants* » leur montrent donc. Alertés, ces annonceurs peuvent ensuite demander le retrait de leur publicité s'ils le désirent.

Sur son site, France Inter écrivait : « Les « *sleeping giants* », monsieur et madame tout-le-monde, avec un pouvoir immense au bout du clic. »¹³¹ Citant l'exemple de « Boulevard Voltaire », un site d'informations indépendant cofondé par le maire populiste de Béziers Robert Ménard. L'article soulignait ainsi le combat sans relâche de ces anonymes : « Aujourd'hui selon la section française des *sleeping giants*, près de 1 000 annonceurs ont choisi de ne plus faire figurer leur publicité sur "Boulevard Voltaire". Jusqu'au jour où le site a été privé de publicité... avant de reprendre ses activités. Depuis, le site de désinformation a multiplié les initiatives pour contourner ses difficultés financières, liées à cette privation de rentrées publicitaires. Un site miroir a été créé : il se finissait en .com au lieu du .fr qui lui interdisait ses encarts pub. Mais là encore les *sleeping giants* ont continué leurs actions. »¹³²

3. Les *fact checkers*

Nous l'avons vu, de nombreuses rédactions de presse, des institutions nationales ou internationales et même des réseaux sociaux ou des moteurs de recherches ont affecté des journalistes, temporairement ou en permanence, à la vérification des faits. Exemple avec les « Décodeurs du monde » ou « La vérif de toute l'Europe »¹³³. Le système reste une référence pour le citoyen désirant vérifier une info même si le travail n'est pas simple face au flux de fake. Pour preuve la tentative de la RTBF avec son outil de vérification « Faky » qui a dû être suspendu quelques heures après son lancement. « À peine mise en route, les réseaux sociaux se sont en effet déchaînés, des journalistes de plusieurs rédactions (BX1, Le Soir, L'Avenir, Médor, etc.) faisant part de leur scepticisme – pour ne pas dire plus – vis-à-vis de ce nouvel outil anti-fake-news, s'étonnant de voir leurs articles être jugés peu fiables par la plateforme, alors que dans le même temps, certaines fausses informations n'étaient pas détectées »¹³⁴. Faky a depuis été remis en service¹³⁵.

¹³¹ LA RÉDACTION DE FRANCE INTER, « Assécher financièrement les sites de désinformation, le combat sans relâche des «*sleeping giants*» », *France Inter*, 12 août 2019, [en ligne :] <https://www.franceinter.fr/assecher-financiere-ment-les-sites-de-desinformation-le-combat-sans-relache-des-sleeping-giants>, consulté le 18 décembre 2019.

¹³² *Ibid.*

¹³³ SYNTHÈSE, « La Vérif', la rubrique de fact checking sur l'Europe », *Touteleurope.be*, 25 novembre 2019, [en ligne :] <https://www.touteleurope.eu/actualite/la-verif-la-rubrique-de-fact-checking-sur-l-europe.html>, consulté le 18 décembre 2019.

¹³⁴ J.-F. SACRÉ, « À peine lancée, Faky, la plateforme antidésinformation de la RTBF, est déjà suspendue », *L'Echo*, 18 octobre 2019, [en ligne :] <https://www.lecho.be/tech-media/media-marketing/a-peine-lancee-faky-la-plate-forme-anti-desinformation-de-la-rtbf-est-deja-suspendue/10173356.html>, consulté le 16 décembre 2019.

¹³⁵ Consultable sur <https://faky.be/fr>.

4. Plateformes collaboratives et autres outils de vérification

Il existe également nombre de plateformes qui offrent des outils de vérifications de textes, photos et/ou vidéos comme *hoaxbuster*. Google Chrome propose par ailleurs la recherche d'une image¹³⁶ sur son moteur de recherche permettant de trouver la source d'une photo.

CONCLUSION

Internet est arrivé avec une fulgurance déconcertante et inattendue pour beaucoup de décideurs politiques et de citoyens. Réseaux sociaux et moteurs de recherches sont dans leur immense majorité aux mains des GAFAM en Europe. Ils dépendent donc des lois américaines et incitent au buzz et à la gestion algorithmique des infos et des messages en tout genre. Forcer les GAFAM à se plier à des lois relatives aux fake-news est fastidieux d'autant que chaque pays a ses usages, ses coutumes et ses lois propres. Il faut en revanche maintenir la pression sur ces géants du numériques pour les pousser à limiter les discours extrêmes, amoraux et/ou diffamants dans les processus électoraux. D'autant qu'ils tendent en général à soigner leur image auprès du public.

Mais attention de ne pas rejeter le succès des populismes sur la seule faute des réseaux sociaux et des manipulations d'opinion. Ce serait ignorer le réel et croissant mécontentement populaire vis-à-vis des politiques traditionnelles. Fin 2019, un article¹³⁷ de Ross Douthat, chroniqueur au *New York Times*, soulignait combien les progressistes avaient trop tendance à estimer qu'une simple régulation d'Internet suffirait à régler les problèmes de la démagogie et de l'intolérance. Il mettait en exergue deux études¹³⁸ montrant que l'utilisation des réseaux sociaux et les chambres d'échos n'étaient absolument pas l'apanage des populistes. On peut reprocher à internet de pousser à la polarisation des débats mais le Web semble surtout être une énorme caisse de résonance au désenchantement de la population suite à la crise de 2007 et aux divers sentiments d'injustice sociale qui s'en sont suivis. Différents partis traditionnels ont peut-être un peu trop laissé croire à la population que ses problèmes étaient dus à l'UE, aux « marchés » ou encore à la migration, donnant du grain à moudre aux moulins populistes qui ont su saisir les vents d'un ras-le bol populaire et un nouvel et puissant outil de communication qu'est internet pour réduire en bouillie les discours politiques conventionnels souvent complexes.

Côté britannique, les élites politiques ont longtemps tenu pour seuls responsables du Brexit la campagne mensongère du camp du « leave ». Mais les élections législatives anticipées de décembre 2019 ont largement conforté Boris Johnson, et son slogan « Get Brexit done », dont le parti a obtenu la majori-

¹³⁶ Grâce à un clic droit sur l'image en question offrant une option « Rechercher une image avec Google ».
¹³⁷ R. DOUTHAT, « Les médias sociaux et le moment populiste », *New-York Times*, 23 novembre 2019, [en ligne :] <https://www.nytimes.com/2019/11/23/opinion/sunday/social-media-and-the-populist-moment.html>, consulté le 14 janvier.

¹³⁸ L. BOXELL, M. GENTZKOW, J.-M. SHAPIRO, « Une note sur l'utilisation d'Internet et le résultat des élections présidentielles américaines de 2016 », *PLoS One*, 18 juillet 2018 [en ligne :] <https://journals.plos.org/plosone/article?id=10.1371/journal.pone.0199571#sec005> et S. BOULIANNE, K. KOC-MICHALSKA, B. BIMBER, « Right-Wing Populism, Social Media and Echo Chambers in Western Democracies », *Mac Ewan University*, mars 2019, https://academic.macewan.ca/bouliannes/files/2019/09/NMS_FINAL_March2019all.pdf, consultés le 8 janvier 2020.

té absolue¹³⁹. Il est vrai que cette campagne n'en a pas été moins entachée par des fake-news. Nicolas Gillard, journaliste à la RTBF, écrivait : « Fait marquant : les mensonges, les photos détournées ou trafiquées ou les faux comptes twitter n'ont pas été "lancés" par d'obscurs trolls russes. Cette fois, les candidats eux-mêmes se sont parfois mués en propagateurs de fausses nouvelles, cédant avec faiblesse à la trash attitude. »¹⁴⁰ Cela laisse présager des campagnes de plus en plus marquées par les fake-news et les coups bas. Et l'arrivée des deepfakes ne laisse rien présager de bon. Ces vidéos truquées, de plus en plus bluffantes et de plus en plus accessibles au grand public, inquiètent beaucoup les Américains et leurs élites qui craignent de les voir polluer la prochaine campagne présidentielle. Ces deepfakes feront l'objet d'une prochaine publication du CPCP.

Les partis démocratiques ne doivent donc clairement ignorer ni le rejet des politiques traditionnelles, ni les nouveaux médias prisés par la jeunesse, mais pas seulement, et plutôt bien maîtrisés par les extrémistes de tout poil qui en ont fait leur outil de prédilection. D'autant que comme le soulignaient chez nous Walter Pauli et Ewald Pironet dans le *Vif*¹⁴¹ : « le Vlaams Belang dispose également d'une marge de croissance considérable. Quelque 12 % des électeurs qui n'ont pas voté pour le parti ont envisagé de le faire – ce qui donne au parti d'extrême droite la plus grande marge de croissance en Flandre. L'aversion des Flamands pour le Vlaams Belang reste élevée, mais pour la première fois, elle est passée en dessous de 50 %. »

Pour de plus en plus de monde, les réseaux sociaux sont les uniques outils pour s'informer et échanger sur les questions de société. Déconsidérer internet serait comme dire dans les années cinquante que la voiture est à éviter à tout prix car trop rapide et trop dangereuse. Connaître son fonctionnement et comprendre les codes de conduite en ont fait un outil de liberté exceptionnel. Internet est lui aussi un outil fantastique dont il faut prendre la mesure du potentiel (de mobilisation, de débat, de partage...) et des dangers, et en rendre compte auprès du public encore trop peu enclin à vérifier la véracité d'une information et partageant encore un peu facilement des contenus.

Comme le soulignait l'avis du groupe d'experts mis en place par Alexander De Croo (en charge de l'agenda numérique dans le précédent gouvernement), « il faut privilégier l'éducation aux médias pour permettre aux citoyens de mieux identifier la désinformation »¹⁴².

Pour que les citoyens utilisent internet en connaissance de cause, pour qu'ils contextualisent les mensonges les faits, pour qu'ils votent de façon plus raisonnée qu'émotionnelle et pour qu'ils soient définitivement acteurs des chan-

¹³⁹ AFP, « Les résultats définitifs des élections législatives au Royaume-Uni sont tombés: majorité absolue pour les conservateurs avec 365 sièges », *Le Soir*, 13 décembre 2019, [en ligne :] <https://www.lesoir.be/266779/article/2019-12-13/les-resultats-definitifs-des-elections-legislatives-au-royaume-uni-sont-tombes>, consulté le 13 décembre 2019.

¹⁴⁰ N. GILLARD, « Élections au Royaume-Uni : échos d'une campagne "trash" », *RTBF*, 12 décembre 2019, [en ligne :] https://www.rtb.be/info/monde/detail_elections-au-royaume-uni-echos-d-une-campagne-trash?id=10387359, consulté le 12 janvier 2020.

¹⁴¹ W. PAULI ET E. PIRONET, « Flandre: le Belang et la N-VA ont encore une grande marge de croissance », *Le Vif*, 8 janvier 2020, [en ligne :] <https://www.levif.be/actualite/belgique/flandre-le-belang-et-la-n-va-ont-encore-une-grande-marge-de-croissance/article-normal-1236839.html>, consulté le 8 janvier 2020.

¹⁴² J.-C. VERSET, « Les fake-news de 2018 vous ont pris en traître ? Débusquez celles de 2019 », *RTBF*, le 28 décembre 2018, [en ligne :] https://www.rtb.be/info/medias/detail_les-fake-news-de-2018-vous-ont-pris-en-traite-debusquez-celles-de-2019?id=10106830, consulté le 16 juillet 2019.

gements sociétaux, le travail de terrain est essentiel et pas seulement dans les classes populaires car il existe des infox de tout type jouant sur les peurs et les croyances de chacun.

Il faut éviter de laisser la population être noyée sous les fausses informations sans un minimum de sens critique et un regard averti, car comme le disait **Hannah Arendt**, politologue, philosophe et journaliste : « Quand tout le monde vous ment en permanence, le résultat n'est pas que vous croyez ces mensonges mais que plus personne ne croit plus rien. Un peuple qui ne peut plus rien croire ne peut se faire une opinion. Il est privé non seulement de sa capacité d'agir mais aussi de sa capacité de penser et de juger. Et avec un tel peuple, vous pouvez faire ce que vous voulez. »

Deux choses restent certaines, les fake-news ne sont pas près de s'arrêter et les géants du net ont l'intention de rester incontournables le plus longtemps possible.

**

Philippe Courteille est licencié en journalisme et communication de l'ULB. Il a travaillé comme journaliste-réalisateur freelance pour de nombreuses émissions de télévision pendant 23 ans. Il est aujourd'hui responsable de la thématique « Médias & Actions citoyennes » au CPCP.

COURTEILLE Philippe, *Fakeland, un nouvel et obscur continent*, Bruxelles : CPCP, Étude n°31, 2020,
[en ligne :] <http://www.cpcp.be/publications/fakeland>.

Désireux d'en savoir plus !

Animation, conférence, table ronde... n'hésitez pas à nous contacter,
Nous sommes à votre service pour organiser des activités sur cette thématique.

www.cpcp.be



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

Avec le soutien du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Fake-news. Le terme est connu de la planète entière. Et pour cause, leur succès est aussi immense que surprenant. Partagés sur les réseaux sociaux, parfois de manières quasi frénétiques, elles circulent et défient le travail journalistique mais aussi l'économie, la politique, les sciences. Par plaisir, par imprudence, par défis... les raisons de leur succès sont multiples. En quête de vérité et d'honnêteté intellectuelle pour leurs articles, les journalistes sont obligés de constater la baisse d'intérêt pour leurs publications et le succès des fausses informations sur les réseaux sociaux. Plus étonnant encore la presse est accusée de mensonge et de collusion avec les pouvoirs publics et privés. Côté politique, les populistes rivalisent d'imagination pour sortir les photos et vidéos de leur contexte, apporter des solutions simplistes à des problèmes complexes, décrédibiliser les partis traditionnels et les institutions, accuser l'étranger de toutes les infamies... mais surtout occuper le terrain des réseaux sociaux et jouer avec les fake-news. Les scientifiques se retrouvent à devoir convaincre que l'Homme a marché sur la lune voire même que la terre n'est pas plate. Mais internet serait-il, à lui seul, responsable de cet état des choses ? Et les fake-news constitueraient-elles un danger pour notre démocratie ? Ce sont les questions essentielles auxquelles nous avons tenté de répondre dans cette étude.

Centre Permanent pour la Citoyenneté et la Participation

Rue des Deux Églises, 45 – 1000 Bruxelles

02 238 01 00 | info@cpcp.be

www.cpcp.be | www.facebook.com/CPCPasbl

Toutes nos publications sont disponibles en téléchargement libre :
www.cpcp.be/publications/